

N° Semestre 1975

LE
MONDE

Libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 208 — JANVIER 1975 — Prix 3 F

1975



FACE A LA CRISE

Seule l'action organisée

des travailleurs

IMPOSERA

une société

sans classes ni Etat

FOP 2520

activités de la fédération anarchiste

COURS DU GROUPE

LOUISE-MICHEL

10, rue Robert-Planquette,
à 20 h 30

Le mois dernier Maurice Joyeux nous a analysé le mouvement ouvrier international de la 1^{re} Internationale à l'Internationale anarchiste contemporaine. Ces deux cours furent immédiatement suivis d'un cours portant sur la vie et la pensée de Bakounine. Nous avons clôturé notre série de cours portant sur les théories libertaires et sur le mouvement anarchiste par une conférence animée par notre camarade Gaston Leval. Cette conférence fut fort intéressante et animée.

Ce mois-ci nous allons faire une série de cours portant sur l'action des militants anarchistes dans les différentes centrales syndicales du XIX^e siècle à nos jours.

Roland Bosdeux ouvrira cette série de cours par une analyse du mouvement syndical français du début du siècle. Thierry, lui, nous analysera les mouvements révolutionnaires et syndicaux entre les deux guerres en Europe.

Pour finir, Aude nous montrera l'action des anarchistes en Ukraine pendant la révolution russe. Un camarade nous montrera lors de sa conférence l'action des libertaires dans les soviets.

- Jeudi 9 janvier : « Les syndicats en France », par Roland.
- Jeudi 16 janvier : « Minorités et syndicats entre les deux guerres », par Thierry.

• Jeudi 23 janvier : « L'Ukraine sous la révolution russe », par Aude.

• Jeudi 30 janvier : une conférence d'un camarade du groupe : « Les anarchistes dans les soviets ».

• Jeudi 6 février : « La C.N.T. et la F.A.I. durant la révolution espagnole ».

COLLOQUES - DEBATS
à 17 h 30
groupe Louise-Michel
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
M^o : Abbesses ou Blanche

- Samedi 11 janvier : « Quand le bâtiment va, tout va. » par Wally
- Samedi 18 janvier : « L'école, aujourd'hui » par Thyde
- Samedi 25 janvier : Pas de colloque, Permanence assurée.

Le jeudi 23 janvier, à 12 h à la Faculté d'Orsay, Amphi H I le groupe libertaire d'Orsay - Bures-sur-Yvette organise un

MEETING-DEBAT
sur
« L'anarcho-syndicalisme »

avec la participation de Maurice Joyeux de la Fédération Anarchiste et des militants de l'Alliance Syndicaliste.

La commission transport de la F.A. vient d'éditer un dossier : **L'Automobile en question** Prix : 1 F (Vente à la librairie)

Liaison étudiants-lycéens

Le groupe Voline, voulant créer une coordination lycéens-étudiants de la fédération anarchiste, demande l'aide et la participation de tous les lycéens et étudiants des groupes. Aide et participation financières et militantes, ainsi qu'un apport d'articles nécessaires pour la parution d'un petit journal mensuel (« Liaison Etudiants-Lycéens ») assurant ainsi une propagande et coordination accrues. Le groupe Voline se chargerait de tirer le journal et de l'envoyer aux groupes de province.

Nous attendons les réponses et les suggestions.
Ecrire : groupe Voline, librairie Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

GRANDE TOMBOLA

organisée par
le groupe libertaire GERMINAL
TIRAGE LE 18 JANVIER 1975

- 1^{er} prix : « La 1^{re} Internationale en Espagne (1868-1888) », par Max Nettlau.
 - 5 prix suivants : « Durruti, le peuple en arme », par Abel Paz, (ou un ouvrage du même prix en vente à Publico).
- Billets : 5 francs à Publico

Le groupe JULES-DURAND organise le vendredi 31 janvier à Franklin salle « B » à 21 heures une conférence-débat sur **LE SYNDICALISME ET LA CRISE** avec MAURICE JOYEUX

BESANÇON

Groupe Proudhon

10 janvier

Salle Battant

Meeting

avec Maurice JOYEUX

La Crise et les Syndicats

Le directeur de la publication
Maurice Laisant

Imp. « E.P. »

232, rue de Charenton, Paris-12^e

Diffusion S.A.E.M.

Transports Presse

Commission paritaire : N° 55.635

Dépôt légal 1^{er} trimestre 1975

COURS

Le groupe de Tours organise des exposés suivis de débats, et animés par les membres du groupe, à l'intention des sympathisants anarchistes.

• Jeudi 16 janvier : **Principes et méthodes de l'antifascisme**

• Jeudi 30 janvier : **Préhistoire de l'anarchisme en Espagne**

• Vendredi 14 février : **Pédagogie : Théories et expériences anarchistes**

Pour le local, s'adresser aux militants du groupe de TOURS.

Nouveau point de vente

à Tours

à la librairie Evasion 2000
2 bis, pl. du Grand-Marché
37000 Tours

Vous y trouverez également « la Rue » éditée par le groupe Louise-Michel ainsi que la littérature anarchiste.

PRES DE NOUS

TOUS LES MERCREDIS
à 18 heures précises

COURS D'ESPERANTO
au local du groupe
« Louise-Michel »

10, rue Robert-Planquette
75018 Paris

Groupes de la Fédération Anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

AIN

OYONNAX. Groupe Libertaire.

BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER

MONTLUÇON-COMMENTRY. Groupe Anarchiste.

ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE

Liaisons Anarchistes. Contacts et informations. Problèmes communautaires.

ALPES-MARITIMES

NICE. Groupe Anarchiste Insurrection.

BOUCHES-DU-RHON

MARTIGUES. Liaison F.A.

SALON DE PROVENCE.

Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME

SAINTES. Groupe Libertaire Louis Lecoin.

LA ROCHELLE. Groupe Anarchiste.

CHER

VIERZON. Liaison F.A.

COTE-D'OR.

DIJON. Groupe Libertaire Sébastien Faure.

COTES-DU-NORD

GUINGUAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS

BESANÇON

Groupe Bisontin. Groupe Proudhon.

DROME

EURE-ET-LOIR

CHATEAUDUN. Groupe Libertaire.

BONNEVAL. Liaison Anarchiste.

GIRONDE

BORDEAUX

Groupe anarchiste Sébastien-Faure.

Le groupe Sébastien-Faure se réunit chaque mois sur convocation. Une permanence se tient tous les

mercredis de 18 h à 20 h au

siège, 7, rue du Muguet, ouverte

aux camarades et à tous les sympathisants libertaires.

HERAULT

MONTPELLIER. Liaison F.A.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE

TOURS. Groupe Tourangeau.

CHINON. Liaison F.A.

AMBOISE. Liaison F.A.

LOIRE

SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.

Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».

LOIRE-ATLANTIQUE.

NANTES. Groupe Anarchiste.

Pour tous contacts écrire à N. Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse,

44400 Rezé.

Groupe Gaston Couté. Pour tous

contacts écrire à Georges Piou,

194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER

VENDOME. Liaison F.A.

BLOIS. Groupe Anarchiste.

MER. Liaison F.A.

LOT

GOURDON. Groupe Anarchiste.

LOT-ET-GARONNE

AGEN.

Groupe Inceivable Anarchie, édite

« L'Inceivable anarchie ».

LOZERE

MARVEJOLS. Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE

ANGERS.

Liaisons F.A.

DURETAL. Liaison F.A.

MORBIHAN

VANNES. Groupe Anarchiste.

LOURMONT. Groupe Anarchiste.

MEURTHE-ET-MOSELLE

NANCY.

Liaison F.A.

MOSELLE

METZ. Groupe Libertaire.

NIEVRE

NEVERS. Liaison F.A.

NORD

LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.

Groupe Kronstadt.

Groupe Tahza.

PAS-DE-CALAIS

LENS. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND.

Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES

BAYONNE-BIARRITZ.

Groupe Anarchiste.

PYRENEES-ORIENTALES

PERPIGNAN.

Groupe l'Intransigeant.

RHONE

LYON.

Groupe Anarchiste Lyon Espoir.

SEINE-MARITIME

LE HAVRE. Groupe Jules Durand.

BOLBEC LILLEBONNE.

Groupe Libertaire.

ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

SOMME

AMIENS. Groupe Anarchiste.

VAR

TOULON.

Groupe Anarchiste.

VAUCLUSE

AVIGNON. Liaison F.A.

VIENNE

POITIERS.

Collectif libertaire.

LIMOGES.

Liaison F.A.

YONNE

AUXERRE-AVALLON.

Groupe Anarchiste.

PARIS

GROUPE SOLEIL NOIR.

LIAISON DES POSTIERS - EDITE

« GESTION DIRECTE ».

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-

MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue

Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE

ou ABESSES. Permanence assurée

par les militants du groupe, chaque

samedi à partir de 17 h. Contact

avec les militants. Colloques. Pour

tous renseignements, écrire à :

Maurice JOYEUX, 24, rue Pau-

Albert, Paris-18^e ou téléphoner au

076-57-89.

13^e, 5^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO DURRUTI.

13^e, 14^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

20^e arrondissement
GROUPE LYCEEEN ANARCHISTE

BANLIEUE SUD
GROUPE KROPOTKINE - Bourg-la-Reine.

GROUPE NI DIEU NI MAITRE - Cachan, Bagneux.

GROUPE ANARCHISTE. Orsay-Bures

GROUPE LIBERTAIRE FRESNES-ANTONY.

GROUPE MASSY-PALaiseau, en formation.

CERCLE LIBERTAIRE RHONE-POULENC - Vitry-sur-Seine.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy, Chennevières.

BANLIEUE EST
GROUPE ANARCHISTE VOLINE - Seine-Saint-Denis Sud.

Vincennes.

BANLIEUE NORD
GROUPE LA BOETIE - Nord des Hauts-de-Seine - Accueil : salle du centre administratif, place de la Mairie, Asnières, 2^e et 4^e mercredi du mois, à 20 h 30.

GROUPE ANARCHISTE DE POISSY - en formation.

TRESORERIE
ENVOYEZ VOS FONDS A : YVONNE DALMENECHES C.C.P. 14 277 86 PARIS.

SOMMAIRE

JANVIER 1975

N° 208	Pages
Dieu fric	3
EN DEHORS DES CLOUS	
Et à bride abattue	4
par P.V. Berthier	
Statu quo	4
par Gérard Paris	
Du social ou du vent	4
par Bernard Lanza	
ANTIMILITARISME	
Armée du peuple ou peuple en arme?	6
par Marcello Fantino	
ACTUALITES SOCIALES	
Société libertaire ou catastrophe	5
par Jean Barrué	
Nous ne l'avons pas inventé	5
par J.P. Carrière	
Sur les travailleurs immigrés	16
par Guy et Joseph Bernet-Rollande	
L'église et la femme	5
par Paul Mauget	
ACTUALITES SYNDICALES	
Tribulations des employés des assurances ..	7
par Delabiche	
C.F.T. = Fascisme	7
par Bernard Lanza	
Crise dans l'industrie graphique	10
par Pierre Girardin	
ETUDES	
Histoire des I.W.W.	8-9
par le secrétariat aux Relations Internationales	
ACTUALITES POLITIQUES	
Les hommes politiques bavardent sur un volcan	11
par Maurice Joyeux	
INFORMATIONS INTERNATIONALES	
Allemagne de l'Ouest - Belgique	12
par le secrétariat aux Relations Internationales	
LITTERATURE	
Le livre du mois	15
par Maurice Joyeux	

EDITO

DIEU FRIC

Voici une nouvelle année qui s'annonce aussi peu reluisante que 1974 et ce particulièrement en matière économique-sociale ; le reste, c'est-à-dire tout ce qui a trait à la vie en général, eh bien ne vaudra guère mieux n'en doutons point.

Plus de 800.000 chômeurs immolés sur l'autel d'un système profit où l'Etat et le patronat, sous couvert de lutte anti-inflation, font peser l'essentiel de leurs objectifs sur une population courbant toujours l'échine. Les vraies causes de l'inflation on les connaît. Faudrait-il taire le nom de ceux qui, en premier lieu, en profitent, ceux-là même qui poussent le système dans un mouvement irréversible de consommation, de production et de gâchis à tout crin ? Ce gouffre que sont l'Etat, l'armée, cette masse de profits — justification d'un système — que l'on entend bien perpétuer, enfin cette débauche de publicité et de gadgétisation à tout prix, cette pléthore de tâches administratives inutiles, voilà quelques-uns des éléments inflationnistes qui non seulement ne facilitent pas la vie économique mais l'encombrent et annihilent une large part des richesses produites. Il est vrai que sur le dos des travailleurs les mesures d'austérité ont une efficacité certaine. Pour autant nous persuader qu'elles extirperont le mal à sa racine, c'est franchement se moquer du monde et faire admettre aux masses incrédules de prendre les vessies pour des lanternes.

Quatre milliards d'habitants sur notre planète. Avant l'an 2000, deux milliards de plus. Des conférences mondiales sur la faim se tiennent, mobilisant le haut du pavé des appareils gouvernementaux pour parler politique alors que dans le même temps des hommes tombent comme des mouches par la famine quand ce n'est pas par la guerre. Pour apaiser la bonne conscience des nations repues, n'accorde-t-on pas quelques sacs de céréales ? Il y a là matière à scandale comme tout ce qui se fait d'ailleurs en politique internationale. Les propres contradictions intérieures des nations se retrouvent au niveau mondial. Chacun pousse ses pions au gré de ses intérêts et de son leadership. Dixit les politiques via les pays arabes ou encore les conflits qui entachèrent l'année 1974.

Alors ? Alors que nos politiciens de tout poil s'évertuent à chercher de quelconques références sur un système politico-économique à peu près « viable », que ce soit le regard tourné vers les démocraties occidentales, populaires ou militaires, partout nous assistons au même spectacle d'ombres chinoises devant des populations passives, jugulées et dominées par des intérêts qui les dépassent et qui les entraînent avec violence dans une fuite en avant. Il y a partout deux poids et deux mesures, exploités et exploités, concurrence malsaine et destructive. En bref, si ce n'est dans l'exposé des motifs, les rapports à l'intérieur et entre les nations n'ont guère changé depuis le début de l'Histoire. Acculé au précipice, l'égoïsme des nations et des classes qui les composent ressort. Qui poussera l'autre ? Tel est aujourd'hui le problème.

Au regard de ces graves préoccupations, comment croire à un changement pacifique, confortable des mœurs politiques et sociales. Il n'y a pas de solution miracle sinon recourir à des changements fondamentaux, construire une civilisation nouvelle, une civilisation libertaire prônant la liberté, l'égalité et l'entraide. Le monde en a bien besoin. C'est cela le changement et, en vérité, l'avenir de l'humanité.

AMIS LECTEURS

Voici franchi le cap 1974. Il marque une étape, un point de repère dans le chemin suivi depuis la Libération. Avec des hauts et des bas, des embûches de toutes sortes, nous avons parcouru un bout de chemin et nous le poursuivons même si la pente est difficile, la route peu carrossable. Ce bref regard vers l'arrière est là pour nous signifier la longue distance qu'il nous reste à franchir avant l'instauration de la société libertaire.

Souhaitons en cette période de vœux que des historiens honnêtes sauront reconnaître cette continuité exemplaire, jamais réalisée en France depuis l'origine de notre mouvement. Enfin, à tout jamais, souhaitons que d'autres puissent s'en inspirer avant d'essayer de nous donner des leçons sur une quelconque marche à suivre.

Baucoup reste à faire, nous en sommes persuadés. L'ampleur des problèmes à affronter, de la lutte à mener ne doit nous égarer ni dans les volontés ni dans les moyens. Cela exige des efforts et une vigilance de tous les instants, une volonté de développement et de concrétisation journalière de nos idées. Notre journal, même s'il répond actuellement très imparfaitement à ce besoin, doit attirer toute notre attention afin d'arriver dès que possible à un nouveau rythme de parution. Là aussi, le chemin paraît long mais nous y parviendrons. C'est un travail de longue haleine, qui ne se compose pas seulement de désirs mais d'une volonté et d'efforts accrus et sans cesse renouvelés. C'est avant tout un problème de moyens financiers et seuls les groupes et vous, amis lecteurs, restez capables de nous les fournir. Dans l'imédiat, il nous faut assurer l'équilibre annuel de notre trésorerie et cela nous obligera probablement à augmenter le prix du journal.

Faisons en sorte que 1975 soit plus propice pour notre mouvement et nos idées que 1974. Travaillons à notre développement. Intensifions l'aide à notre journal.

Les Administrateurs :

Roland BOSDEVEIX - François GARCIA.

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à LIBRAIRIE PUBLIQUE
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. 805.34.08

Prix de l'abonnement

France :	Etranger :
6 numéros 15 F	6 numéros 19 F
12 numéros 30 F	12 numéros 38 F
sous pli fermé :	Par avion :
6 numéros 22,20 F	6 numéros 24 F
12 numéros 44,40 F	12 numéros 48 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux 75011 PARIS

Nom :

Prénoms :

Adresse :

..... Code postal

.....

A partir du numéro

Abonnement

Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

Chèque postal

Chèque bancaire

Mandat-Lettre



...ET A BRIDE
ABATTUE !

Si l'on en croit ce qu'écrivait Jacques de BARRIN dans le Monde du 23 novembre, le déficit d'Air France pour l'année 1974 avoisinera les 500 millions.

Et l'on sait que les transports terrestres perdent autant d'argent que les liaisons aériennes : la S.N.C.F. a eu beau amputer son réseau d'une kirielle de lignes secondaires qu'elle accusait de l'obérer, elle n'est pas plus prospère pour ça financièrement.

A voir le nombre de voitures et de camions qui encombrant les rues (trottoirs compris), on eût parié que l'industrie de l'automobile était tout à fait florissante : l'aventure Citroën et l'aventure Berliet nous ont soudainement démentis ; mauvais citoyens que nous sommes, nous devions acheter le triple de bagnoles ; ne l'ayant pas fait, nous n'avons plus qu'à casser pour toutes les voitures que nous avons refusé d'acquiescer.

La Néogravure nous semblait une affaire mieux que rentable ; cette entreprise d'imprimerie travaillait pour les clients les plus importants et les plus solvables du pays, tirant à des centaines d'exemplaires les revues abrévées de la plus coûteuse publicité. Ça devait être bigrement lucratif... Eh bien, non... Là aussi, un trou béant, des milliards de déficit, l'appel au secours pour être renfloué.

On lit dans Défense de l'homme que la tour Eiffel a encaissé 18 millions de francs en 1973, plus 2 millions de recettes annexes, publicitaires et autres. Voilà donc enfin un commerce rémunérateur. Oh stupéur ! Son bilan se solde par une perte nette de 416.067 francs et 74 centimes !

Bref, à lire ce qui paraît en rubrique économique, toutes les grosses affaires s'en vont à vau-l'eau. On se demande s'il ne faudrait pas que nous nous cotisions pour les soutenir, par exemple en installant des trons chez les coiffeurs comme cela s'est fait pour aider la Fondation de la recherche médicale. Mon coiffeur, sûrement, ne demanderait pas mieux : en voilà un, tenez, qui gagne du fric...

Il est pourtant une affaire en France qui a l'air de se porter admirablement : c'est l'amélioration de la race chevaline. Les courses, le tiercé, ça, du moins, c'est quelque chose qui marche bien... qui va même « à bride abattue » si l'on en juge par la chronique judiciaire. La mafia du turf, les truands du paddock, ce milieu-là n'a pas perdu d'argent.

Et voici qu'on le persécute, lui qui (mieux que la construction, mieux que la sidérurgie, mieux que l'automobile) a trouvé le moyen d'en gagner ! Ce n'est pas juste.

Si le Bouif Bicard, né La Fouchardière, était encore parmi nous, il nous le crierait bien fort : puisque les courses de chevaux sont demeurées le seul moyen de faire fortune, c'est à elles que doit aller le concours de l'Etat, non à ces minables et besogneuses entreprises qui, en exploitant le travailleur, ne parviennent qu'à se ruiner.

C'est bien ce que paraît avoir compris M. Boussac. Il s'est défilé de ses textiles, mais il a gardé ses chevaux.

P.-V. BERTHIER.

SOUSCRIPTIONS

Morandeau	10,00	G. Voline	8,55
Mouchot	10,00	Nicolas	4,00
Larsen	20,00	Martine	15,00
Pracchia	40,00	Hervé	2,00
Laporte	10,00	Jean-Pierre	25,00
Le Floch	5,60	Hardy	75,00
Daragon	3,00	Berne	7,00
Faivre	20,00	Elios	15,00
Lanza	10,00	Patrick	2,00
Bichon	40,00	Blampignon	14,50
Preiss	55,60	Jacqueline	5,00
Boluda	5,00	Jean-Claude	12,00
Bouthot	8,80	Marcello	2,00
Tonelli	20,00	Suzy	5,00
Gill	5,00	Anonyme	63,00
Parietti	102,00		
Quégneux	50,00	Total	669,05

NOUS NE L'AVONS PAS INVENTÉ

Rome, 12 novembre. - Un projet péruvien de résolution, invitant tous les Etats participant à la conférence mondiale de l'alimentation à consacrer une somme équivalente à 10 % de leurs dépenses militaires à partir de 1975 au financement de la production agricole dans les pays en voie de développement, a provoqué aujourd'hui un débat à la séance de la commission I de la conférence.

Le Saint-Siège, accordant « son plein et entier soutien » à la résolution péruvienne, a déclaré qu'une telle mesure était on ne peut plus souhaitable et réclamé un vote unanime en sa faveur. Et il a ajouté, déclarant refléter la pensée de Paul VI : « L'énorme fossé qui sépare les sommes consacrées à l'armement et celles consacrées au développement économique et social constitue un véritable scandale. »

L'Australie a fait savoir qu'elle ne pourrait pas accepter de soutenir un pourcentage précis de réduction des dépenses, qu'il s'agisse d'armes ou d'autres choses. Même si une telle résolution idéaliste était adoptée à l'unanimité, a souligné ensuite le délégué du Malawi, elle deviendrait immédiatement « lettre morte ». Et il a ajouté : « Ne s'agit-il pas là d'une question parfaitement futile ? »

Le représentant de la Chine a alors pris la parole pour déclarer que son pays trouvait cette proposition intéressante, mais que, comme les superpuissances

menaient actuellement une politique d'hégémonie, les pays en voie de développement devaient pouvoir se défendre contre le colonialisme de ces grandes puissances et le sionisme israélien. La Chine ne pouvait donc pas apporter son soutien à la résolution péruvienne. La Hongrie a déclaré qu'il fallait traiter cette question en un autre lieu, par exemple au Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Japon a affirmé qu'il ne faisait jamais de lien entre sa politique d'aide au développement et le désarmement et qu'il s'opposait donc à la résolution. Le délégué de l'Albanie a déclaré que la résolution était quelque peu naïve. « Qui est donc réellement armé ? a-t-il ajouté. Les U.S.A. et l'U.R.S.S. Qui devrait donc réduire ses dépenses d'armements ? L'Albanie, la Zambie, le Malawi ? Si les superpuissances veulent réduire de 10 % leurs dépenses d'armements et les consacrer à la production agricole du tiers monde, qui les en empêche ? »

Le Canada a indiqué alors que le vote d'une telle résolution conduirait en fait son pays, non pas à accroître, mais à réduire son aide au développement. L'U.R.S.S. a réclaté de son côté des amendements à la résolution afin de la rendre similaire de celles déjà adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale de l'O.N.U. à son initiative. L'U.R.S.S. a également tenu à s'opposer à la création de tout nouveau comité pour surveiller « la distribution des sommes ainsi re-

cueillies ». Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la conférence devrait se cantonner à l'examen du problème de l'alimentation et ne pas s'aventurer dans la « dialectique politique ».

Le président de la commission a alors formé un groupe de travail pour récrire la résolution en tenant compte des remarques faites. Le délégué du Malawi a protesté, car il avait été choisi pour participer à ce groupe alors qu'il avait « une attitude plutôt cynique vis-à-vis d'une telle résolution ». « C'est justement parce que vous êtes cynique que je vois ai inclus dans ce groupe de travail », lui a répondu le président de la commission. Plus tard dans la matinée, le délégué du Sénégal a tenu à protester « de la façon la plus solennelle » contre la façon autoritaire dont étaient menés les débats par le président, qui avait « cloué le bec » à de nombreux pays. Il avait l'intention, a-t-il ajouté, « d'en révéler à son chef d'Etat et à toutes les autorités au plus haut niveau ».

Ce texte n'est rien moins qu'un compte rendu officiel de l'une des trois commissions réunies à Rome pour préparer l'ordre du jour de la Conférence mondiale de l'alimentation de Bucarest. Pendant que ces 1.300 délégués, de niveau ministériel, bavassaient et justifiaient leur présence, chaque jour 1.000 habitants du Bangladesh crevaient de faim !

Jean-Paul ROUSSET.

DU SOCIAL OU DU VENT ?

Cette histoire est, hélas ! véridique. Elle peut vous arriver demain. Un jour, vous en avez marre de votre boulot con et pénible dans une usine (ça peut être aussi bien dans un petit atelier, un magasin, un bureau, etc.) vous ne pouvez plus supporter votre chef qui vous humilie, ou vous emmerde sadiquement, l'horaire ne vous convient pas, il vous empêche de sortir, de VIVRE comme vous le souhaiteriez. Bref, vous avez envie — ou besoin — de changer de travail, de voir d'autres têtes... Alors vous écrivez à l'Agence nationale pour l'emploi, dont vous avez entendu parler à la radio, ou ailleurs, et vous demandez s'il est possible de suivre un stage de magasinier, d'ajusteur, ou de comptable, ou de n'importe quelle profession qui vous semble davantage correspondre à vos aptitudes. La F.P.A. ne tarde pas à vous renseigner. Vous remplissez un questionnaire, et, dans les meilleurs délais, vous êtes convoqué à l'Agence pour l'em-

ploi de la ville la plus proche pour y subir un test médical et psychotechnique. Jusque-là tout va bien. Vous arrivez, avec l'espoir que votre stage va débiter dès le mois suivant, et puis c'est l'examen. Il faut le réussir. Mais ce n'est pas tout. Si vous avez, par exemple, choisi d'apprendre la comptabilité, on vous apprend ce jour-là qu'il faudra patienter deux ans au moins (trois plus sûrement) avant d'être admis dans un centre de F.P.A., parce que ces centres sont trop rares, et les candidats trop nombreux. Vous repartez à la maison, et vous devez bien reprendre votre travail qui vous laisse insatisfait, parce qu'il faut bien bouffer. Une année se passe, sans que vous entendiez le moins du monde parler de l'Agence pour l'emploi, et puis, tout à coup, elle se rappelle à votre bon souvenir, en vous adressant une circulaire où elle désire savoir si vous avez passé l'année précédente l'examen psychotechnique et médical, si vous

avez réussi, si vous êtes entré en stage. Vous pouvez toujours répondre à ces questions, ce n'est pas pour autant que vous pourrez suivre une formation dans les mois à venir.

Voilà une des grandes « réussites » du ministère des Affaires, dites « sociales » : la formation professionnelle. Il conviendrait aussi d'en dire quelques mots de cette « formation au rabais », conçue spécialement pour les pauvres, les déshérités de cette société, mais je laisse à d'autres, qui en ont sans doute fait l'expérience, le soin d'en expliquer le fonctionnement. Je sais bien que Giscard aime autant les éboueurs que les ingénieurs, mais ça ne suffit pas pour rassurer tous ceux qui, le chômage aidant, seront demain privés d'emploi. Et s'ils se tournent vers la F.P.A., qu'ils sachent que ce n'est pas du tout cuit, l'histoire que je vous ai contée le démontre malheureusement.

Bernard LANZA.

SOCIÉTÉ LIBERTAIRE... STATU QUO OU CATASTROPHE

« Il faut bouleverser notre organisation sociale ou ce sera la catastrophe. » Telle est la conclusion d'une interview exclusive de Sicco Mansholt, ce socialiste hollandais surnommé le père de l'Europe verte, interview publiée le 3 décembre dans journal quotidien *Sud-Ouest*.

Mansholt pense que les gouvernements ne parviendront pas à maîtriser l'inflation « tant que nous sacrifierons au mythe de la croissance économique et tant qu'on pratiquera la politique des grands investissements. Le retour à la croissance économique zéro implique « une répartition plus égale des revenus. La croissance zéro, cela commence par une croissance négative pour les privilégiés en Europe — cela est vrai aussi pour les pays de l'Est. L'éventail des salaires de un à trois. Il faudrait aussi que les travaux les plus tristes, les plus pénibles soient les mieux payés ». Et Mansholt ajoute : « Cette société sans croissance doit être flexible, humaine, fortement égalitaire. Chacun doit avoir le droit de travailler, mais peut-être faudra-t-il travailler moins : trente heures, vingt heures par semaine... Je crois aussi que le modèle de l'avenir devrait être la petite entreprise. C'est la meilleure façon de promouvoir l'autogestion. »

« Tout se passe actuellement entre bureaucraties : celle de l'Etat, celle des syndicats, celle des grandes entreprises. Il faut reprendre des pratiques démocratiques au niveau de la vie publique comme à celui des entreprises. On n'y parviendra que par la décentralisation à tous les niveaux. La population doit

être associée à tous les débats importants. C'est elle qui doit définir les grandes lignes d'une société sans croissance. »

Les propos de Mansholt sont un retour à des idées familières aux anarchistes et jugées pueriles, utopiques ou petite-bourgeoises par leurs adversaires libéraux ou marxistes. On y retrouve la dénonciation de cet impératif d'une croissance économique indéfinie, de cette Bible de la société de consommation devenant de plus en plus une société de gaspillage ; la condamnation de la hiérarchie des salaires qui écrase le manoeuvre assujéti aux travaux « manuels » ou « sales » ; la nécessité de ramener la grande entreprise à l'échelle humaine et y pratiquer l'autogestion ; enfin l'avènement d'une démocratie directe échappant au centralisme et dont on trouve l'image dans le fédéralisme proudhonien économique et politique. Tout cela est dans la ligne traditionnelle de l'anarchisme et aussi loin du libéralisme bourgeois que des étatisations préconisées par les socialistes ou les marxistes-léninistes du Programme Commun.

On a tant de fois reproché aux anarchistes d'être des destructeurs ou de doux rêveurs, qu'il ne nous déplaît pas de voir des solutions dans le droit fil de la pensée anarchiste être proposées comme ultimes recours contre la catastrophe de la société actuelle.

Mais comment Mansholt imagine-t-il la réalisation d'un tel bouleversement de l'organisation sociale ? Croit-il qu'il est possible en conservant les structures

actuelles, le régime de profit et sans éliminer radicalement le capitalisme privé, le capitalisme d'Etat (coexistant avec le privé), le capitalisme monopolistique d'Etat (celui de l'U.R.S.S. et des républiques populaires) ? Alors dans ce cas Mansholt est un bien naïf utopiste. La croissance zéro, la diminution du temps de travail tourneront au détriment des travailleurs et la croissance négative des revenus risque de frapper les salaires du bas de l'échelle.

Le programme Mansholt est un changement de mentalité. Evidemment, il faut « faire la révolution »... et, comme on ne la fait pas, on va se coucher bien tranquillement. La tâche quotidienne — moins spectaculaire que de prêcher la Révolution — c'est de s'attaquer incessamment au mensonge de la croissance indéfinie, prétendue source de bonheur pour l'humanité, et de dénoncer aussi bien la sacro-sainte hiérarchie des salaires que la scandaleuse conception d'un salaire minimum (1) garanti. Et, dans l'immédiat, lutter pour le maintien et l'accroissement du pouvoir d'achat, refuser toute intégration dans l'Etat des organisations ouvrières, refuser de participer, au nom d'une prétendue autogestion, à la cogestion des entreprises capitalistes privées ou nationalisées. Un tel programme peut sembler bien modeste et, d'aucuns diront, bien réformiste. Libre à eux de choisir la voie du verbalisme révolutionnaire et d'attendre la révolution qui, par un coup de baguette magique, transformera le monde.

Jean BARRUE.

L'ÉGLISE ET LA FEMME

Les expressions « grenouilles de bénitier », « punaises de sacristie » pour péjoratives et moqueuses qu'elles soient nous informent par la voix populaire que l'Église, toutes les Églises jouissent du soutien inconditionnel d'une majorité de femmes. C'est un fait incontestable que, par le canal de l'oreiller — et d'autres choses aussi — les prêtres pénètrent, avec impudence, dans les secrets d'alcôve et exercent une tyrannie incontestable sur les hommes récalcitrants par le truchement de leurs épouses. Et, pourtant, en faudrait-il déduire que les Églises — et singulièrement la catholique — considèrent la femme comme la plus respectable partie de l'humanité et que cette sollicitude serait la cause essentielle de l'adhésion inconditionnelle de cette majorité de femmes aux dogmes religieux ? Ce serait aller vite en besogne et se montrer singulièrement ignorant de l'opinion que les « pères » de l'Église portaient sur la femme.

Donc nonobstant les expressions péjoratives citées et émises par quelques farouches anti-religieux remplis d'irrespect pour les « bénitiers » et les sacristies, nonobstant le culte marital qui idolâtre une vierge (?) par ailleurs et peu avant Jésus, bien prolifique du fait (?) de son

charpentier de mari, la femme, aux yeux des Églises, demeure, pour l'éternité, l'être impur, inconsistant, frivole, impudique et lubrique qui ternit « la splendeur » (?) de l'homme-mâle ! Tous les « saints » plus ou moins misogynes, et singulièrement Paul de Tarse dit « saint Paul » et Augustin, ainsi que toute la kyrielle des papes ont vomi, avec un ensemble parfait, toutes les descendances d'Eve, celle qui fit découvrir à ce benêt d'Adam les « vrais délices du paradis » (?).

Je ne me rappelle pas le numéro, ni le nom du pape qui imposa le célibat aux prêtres, lesquels devaient, de plus, faire « vœux de chasteté, de pauvreté et d'obéissance ». Vœux jamais tenus, d'ailleurs. Ce pape, pourtant, n'eût point vu le jour, s'il ne se fût trouvé une femme, sa mère, pour « pécher » et l'enfanter. Singulière manière, en vérité, de manifester son respect d'homme et son amour filial !

« Tu enfantas dans la douleur ! » aurait anathémisé le « dieu créateur » (?) en chassant son fils Adam et sa fille Eve du paradis. On ne peut être plus gentil à l'endroit de ses enfants. Et ça continue et ça continuera durant l'éternité de l'éternité. Quelle rancune pour ce parâtre qu'on nous a présenté comme parfaitement bon. Tous les fana-

tiques partisans de la dictature du Vatican, et bien qu'ils s'infiltrent les silencieux de l'Église, hurlent à la mort contre les femmes qui ne veulent pas se laisser engrosser sans leur consentement. Toutes les autres, esclaves du coït obligatoire et sacramentel, elles, applaudissent à cette mesure vexatoire qui les ravalent au rang de juments poulinières. C'est que Dieu (?) a besoin d'adorateurs sur terre et d'anges (?) pour peupler son paradis (?) par ailleurs sans doute extensible. Alors il faut que les femmes, descendantes d'Eve la maudite pour cause de copulation, fabriquent des mômes en quantité « industrielle ». Et pourtant si le paradis (?) fut perdu, c'est à cause de la découverte de ladite manière d'engendrer ! Cela n'a pas d'importance : les Églises n'en sont plus à une contradiction ou à une absurdité près. Femmes, compagnes admirables et charmantes, comment n'êtes-vous pas révoltées par l'aberration et l'impudence de ces théories saugrenues inventées et entretenues par des hommes, les prêtres, phalocrates forcenés ? Comment ne voyez-vous pas l'horrible exploitation dont vous êtes l'objet par tous les tenants des mouvements dits « spiritualistes », des Églises ? Réagissez, ne soyez plus les masochistes

Période riche en actualité et faits divers, le divertissant spectacle de music-hall Ponia-Duclos, ce duel où ils se sont mutuellement traités de fascistes est encore présent à nos mémoires, pendant que Mitterrand et Marchais continuent de s'inscrire à qui mieux mieux, sans grand risque d'ailleurs, les plastrons sont endossés, ils s'égratignent tout au plus.

Mitterrand aurait l'intention de participer au gouvernement. Marchais pour sa part était catégorique : il n'en était pas question, et puis, nuance après coup : ça pourrait se faire à condition que... Bref Marchais marchande, avec Moscou (gaffer sans l'avis du grand frère) ça pourrait perturber, dans l'avenir, les finances du parti, les temps sont si durs !)

Pendant que tout ce beau monde gamberge, le grand frère, grande vedette internationale, Leonid Brejnev, est reçu à bras ouverts par notre chef d'orchestre national et giscardien ; l'on s'envoie de grandes tapes dans le dos, tout le monde s'embrasse, c'est touchant, il y a de quoi émouvoir les âmes sensibles.

Ah ! quelle époque, nos aïeux ! Aujourd'hui de son fauteuil on a la possibilité de voir suivre sur la scène politique le déroulement de ce spectacle à grand fracas, dans ses moindres détails, grâce au concours du distingué interprète franco-russe, le prestigieux animateur de galas, Léon Zitronne : rien ne lui échappe, la moindre mimique, le moindre geste, tout est dûment commenté et apprécié.

Des naïfs peuvent croire que cette mascarade va gêner le P.C.F. dans les entourures, le comportement de Brejnev étant au antipodes de ce qu'il pouvait penser ou espérer (?).

Car, en effet, loin de se réjouir de la crise économique qui secoue le monde occidental (cette brèche grande ouverte pour la propagande communiste) le grand frère est au contraire rempli de compassion pour les difficultés rencontrées chez ses ennemis. Il vient à leur secours (en révisant ses classiques il a dû se tromper de bible... si toutes les bibles se ressemblent dans le fond, on ne trouve pas toujours les textes dans le même ordre), ce qui explique certaines acrobaties, mais on finit toujours par s'y retrouver. Aussi le grand frère, sans doute après avoir consulté son idole, va contribuer à résorber la crise de ses ennemis afin d'en rester à un statu quo qui l'arrange (fait coopérer lorsque les intérêts sont communs, et puis on ne se compromet pas trop dans le fond, ce Giscard n'est-il pas un communiste camouflé ?) Il lui a

bien fallu les voix de la gauche pour faire passer sa loi sur l'avortement !).

Donc, nous l'avons dit, des intérêts seraient communs, soit, mais pour qui ? Pour l'ouvrier français, ou pour l'ouvrier russe ? Non, fadaïses, bien sûr, mais pour les intérêts des deux nations respectives, c'est-à-dire, en langage clair, les financiers occidentaux d'une part, les grands bureaucrates de l'Est, dignitaires du régime d'autre part.

Tout cela est évident lorsqu'on sait que le capitalisme d'Etat dans les démocraties populaires n'a rien à envier au capitalisme privé dans les démocraties libérales et parlementaires. Pour ce qui est de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'inégalité sociale et économique subsiste de part et d'autre. Les deux systèmes vacillent selon les conjonctures entre des périodes relativement libérales ou purement fascistes, toutes les deux n'ayant pas peur de sacrifier des vies humaines dans la guerre pour préserver ou étendre leur impérialisme.

Le communisme autoritaire, centralisateur et étatique, quant à lui, a mis sur pied une incroyable organisation militaire et policière qui, à peine conçue, a donné ses preuves avec l'écrasement de Cronstadt et en Ukraine.

Tout est prévu pour museler aussi fermement que possible un peuple, tout contribue à anéantir chez l'individu sa dignité, ses droits, sa liberté et sa révolte. Tout est hiérarchisé des pieds à la tête ; les salaires, les inégalités sont monstrueux dans un pays qui prétend être un exemple « de communisme », ou de socialisme plutôt (puisque le communisme « est pour demain »). Bravo ! de cette façon-là c'est sûrement en bonne voie et ils peuvent donner des leçons aux autres, les élèves ne manquent pas dans le monde.

Financiers et bureaucrates ont acquis dans leurs systèmes respectifs de si grands privilèges qu'il n'est plus possible de les remettre en cause sous peine d'effondrement du pouvoir et des Etats respectifs.

Maintenons donc de bonnes relations économiques, coopérons, restons à un statu quo qui permette de continuer et renforcer des transactions aussi fructueuses que possible.

Ah ! cher Ponia, cher Duclos ! Pour en revenir à vous, votre numéro exaltant dans l'aquarium, c'est excellent, impossible de vous départager, tellement vous aviez raison tous les deux : match nul.

Quelle belle blague, on ne peut mieux illustrer vos prétendues différences idéologiques — gauche — droite — statu quo —.

Gérard PARIS.

« divines » spoliées de votre personnalité par ces êtres aussi pervers qu'ineptes ! Quittez toutes les Églises et leurs fumeuses théories liberticides ! Venez à l'athéisme qui vous libérera des fantasmes religieux.

Les Églises n'ont toujours eu, n'ont et n'auront toujours que mépris pour vous, les femmes. Toutes vous maintiennent dans un esclavage forcené en vous

imposant et en vous faisant accepter une position d'infériorité, en vous culpabilisant, en vous offrant en perpétuel holocauste ad majorem gloriam dei ce qu'il faut traduire pour la plus grande gloire non d'un dieu inexistant, mais d'une Eglise vaniteuse, dominatrice, menteuse, liberticide et criminelle.

Paul Mauget.

ARMÉE DU PEUPLE... OU PEUPLE EN ARMES ?

Généralement, aux discussions sur l'antimilitarisme s'ensuivent des débats qui, s'ils ne nous transportent pas au matin du grand soir, nous permettent de voir plus loin que l'action immédiate. En cas de révolution, il nous faut définir notre position vis-à-vis de l'armée et vice versa.

En gros, deux solutions pour qu'elle aboutisse :

1° — Compter avec le soutien de l'armée et, dans ce cas, on nous propose de nous y engager tous afin qu'elle devienne « populaire »... mais il faudrait également noyauter la gendarmerie, la légion et les CRS...

2° — Compter sur la désertion de masse qui priverait l'Etat d'une partie de ses forces et gonflerait les rangs des insurgés.

Le problème reste posé : résistance passive ou résistance armée ?

Si les masses sont amenées à défendre leurs droits, comme cela risque de se produire, on ne doit pas se leurrer sur le rôle d'une armée révolutionnaire. Hâtivement créée et érigée en organisme permanent, une telle armée devrait louer les services de professionnels opportunistes et échapperait à tout contrôle populaire. Elle deviendrait rapidement l'instrument d'un quelconque parti qui détendrait ainsi le pouvoir politique et instaurerait un nouvel Etat. Or si la révolution doit être l'œuvre des travailleurs, on voit mal ce qui pousserait ces mêmes travailleurs à remettre leur sort à de nouveaux maîtres...

Qui parle d'autogestion dit autogestion des moyens de production et, s'il en est besoin, des organismes de défense. Des milices ouvrières constituées et contrôlées par le peuple seraient en l'occurrence plus efficaces et plus sûres qu'une armée de gauche livrée à des caporaux aux ordres de partis.

L'armée et le pouvoir

Tous les antimilitaristes (et ceux passant pour tels) sont d'accord sur le rôle néfaste joué par l'armée. Elle agit par-dessus notre volonté et vit en parasite de notre sueur. Sa fonction essentielle est de garantir les intérêts de la classe dirigeante et de l'Etat bourgeois... Bon ! Elle est en plus abrutissante, avilissante, et meurtrière, en soi. Dans ce microcosme de la société totalitaire, toutes les iniquités et le caractère meurtrier de l'Etat en ressortent avec plus d'éclat que dans la vie civile.

Alors, une armée pour quoi ?

— Pour garantir la *collectivité nationale*, dit le politicien de droite... Mais la nation c'est le réveil à heure fixe, les huit à douze heures de soleil volées par le patron, l'ennui, la servitude, l'incertitude des fins de mois, Dassault, la publicité, la pollution, la bombe atomique et le droit de se taire...

— Pour empêcher un *coup d'Etat d'extrême-droite*, dit le politicien de gauche... Mais l'Etat a son armée de métier, ses spécialistes d'engins de mort, son code militaire, sa gendarmerie et autre corps antigerilla, son article 16 et tout son système de conditionnement lui permettant d'utiliser les appelés pour briser les grèves et les révoltes...

— *Oui mais les U.S.A. ne laisseront pas s'installer la révolution dans un pays européen, ils envieront des troupes*, dit le gauchiste qui ajoute : *Il nous faudra bien une armée populaire pour nous défendre...* Et pour défendre le nouvel ordre et les nouveaux tyrans... non merci !

De même qu'il n'y a jamais eu jusqu'à ce jour de partis révolutionnaires mais des partis réformistes du pouvoir, il n'y a jamais eu non plus d'armées révolutionnaires mais des armées soumises à un nouveau pouvoir. La tâche essentielle de l'armée rouge n'a-t-elle pas été de liquider les opposants à la dictature bolchevique ? Pendant que les partisans libertaires combattaient la réaction dans le Sud elle enterrait la magnifique révolution russe de 1917. C'est aujourd'hui un formidable instrument impérialiste qui se fout bien de l'Internationale. Les marxistes croient bouleverser le vieux monde en créant des partis rigides chargés de « diriger » les masses et prendre le pouvoir grâce à elles. Ils prétendent s'imposer au peuple en lui promettant le bonheur universel après la *nécessaire période de transition de dictature du prolétariat*.

La naïveté des crédules et l'utopisme de ces apprentis sorciers sont aussi navrants que les curés et leur hypotétique *bonheur éternel de l'âme après la mort du corps...*

A l'encontre de ces « éminents penseurs » nous croyons que la révolution se fera par le peuple et voulue par le peuple choisissant entre la liberté et la servitude. Le devoir d'une minorité révolutionnaire consciente n'est pas de diriger les masses mais de les instruire, leur donnant ainsi les moyens de s'insurger. La conscience révolutionnaire des masses ne passe pas par l'aliénation à un parti censé les représenter mais par la révolte contre la condition de troupeau.

Autogestion et autodéfense

Si l'idée d'« armée populaire », lancée par des gens nourris des ambitions de pouvoir, est inquiétante nous n'en restons pas moins réalistes. Que le système s'écroule chez nous, le capitalisme international ne s'en réjouira pas. S'il ne parvient pas à nommer un gouvernement fantoche, il est à peu près certain qu'il tentera de rétablir militairement l'ordre ci-dessus.

A tout un peuple qui proclamerait l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, il serait déplacé que de se poser en directeurs des consciences. Seul le peuple, libéré de l'oppression et conscient de sa force, saura mener à bien son émancipation. Il devra prendre en main les moyens de production nécessaires à ses besoins, aménager son habitation, son quartier, sa culture, organiser sa commune au sein des libres fédérations de communes, de régions etc. S'ils doivent défendre leur liberté, les prolétaires n'auront pas recours à une armée devenue « populaire » en changeant de drapeau, mais à des organismes ouvriers d'autodéfense.



Le capital ne se laissera pas exproprier sans résistance

Les partisans ukrainiens ont su anéantir les armées de Wrangel et Denikine sans l'aide de Trotski ni des ex-officiers « blancs » devenus « rouges ». Les milices anarchistes de l'Espagne de 1936-1939 semaient le germe de la liberté... Dans leur sillage les paysans organisaient les libres collectivités agraires.

Ce système de défense est possible et ne peut être récupéré par les aventuriers du pouvoir puisque seul le peuple en aurait le contrôle. La révolution sociale est possible si les idées circulent sans censure dans tous les milieux et si cette révolution se donne une orientation égalitaire, libertaire et fédéraliste. Les possibilités de l'homme sont infinies, la contrainte le rend esclave et vil. Dans un monde affranchi ayant choisi le communisme anarchiste, l'humanité retrouvera son goût de la vie puisque tous les individus pourront vivre et s'épanouir librement.

— *Oui, ce serait l'idéal*, dit un marxiste, *mais les libertaires russes ont échoué et le fascisme s'est installé en Espagne.*

... Par leur rapacité et leurs abominables calomnies les dictateurs bolcheviques ont ravi la révolution aux masses et ont trahi le mouvement ouvrier plein d'espoir.

En Espagne, plus qu'aux fascistes et aux nazis, c'est à la veulerie de la gauche bien assise des pays « libres » que Franco doit son trône. Ces mêmes intellectuels de « gôche » ne pardonnaient pas à l'Espagne son radicalisme antiautoritaire... Ils exploitent aujourd'hui l'antimilitarisme de toute une jeunesse et préparent la venue d'un superpouvoir... Il importe de dénoncer toutes les « techniques de coup d'Etat » qui suintent à travers certains comités et groupes informels dont « l'antimilitarisme » se limite à la condamnation de l'armée bourgeoise. C'est à eux que les technocrates de demain devront leur plus affreux succès...

— *Vous voyez !* ajoute le disciple de Marx, figé dans sa certitude, *l'histoire vous condamne.*

... Eh bien ! tant pis pour elle... Pour que l'humanité tout entière ne lui soit plus soumise, déclarons la guerre à l'histoire !

Marcello FANTINO.

communiqué de presse

LES FAITS

Francis Borgniat, inouïs, incarcéré depuis le 28 juillet 1974 (en détention préventive) entame une grève de la faim le 24 novembre. Par solidarité, des comités de soutien, à Nantes le 5 décembre et à Rennes le 7 décembre commencent des grèves de la faim.

POURQUOI ?

Francis Borgniat ne veut pas faire son service militaire. Pour cela il dépose une demande de statut d'objecteur. La Commission juridictionnelle le lui refuse en prétextant que la phrase suivante, contenue dans sa lettre : « S'il est légitime de préparer les hommes à la guerre, alors il est légitime de sortir dans la rue avec une mitrailleuse » fait la preuve qu'il n'est pas opposé en toute circonstance à l'usage personnel des armes.

Rappelons que les dispositions du Code du service national permettent aux gens de ne pas faire leur service national mais, de faire à la place, un service civil d'une durée double, s'ils ont envoyé une demande compatible avec certaines normes (philosophiques ou religieuses), demande examinée par une Commission juridictionnelle composée en grande partie de militaires.

Francis Borgniat devient donc inouïs. Il commence avec des objecteurs, un tour de France cycliste antimilitariste, de Nantes au Larzac, lorsqu'il est arrêté à Bourgneuf-en-Retz (Loire-Atlantique), le 28 juillet 1974.

Pendant quelque mois il attend son procès, en détention préventive à Rennes. Le 24 novembre, il commence une grève de la faim pour protester contre la détention préventive pour délit d'opinion, car c'est bien de cela qu'il s'agit ; et pour obtenir que le statut soit accordé à tout moment et pour tout motif, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Par solidarité, un groupe de Loiret a fait un jeûne de 36 heures, tandis qu'à Rennes un comité de soutien fait une grève de la faim depuis le 7 décembre et à Nantes, trois objecteurs du Comité de lutte des objecteurs, inouïs à l'Office National des Forêts (ONF) ont entamé une grève de la faim depuis le 5 décembre.

Ils veulent attirer l'attention de la population sur leurs revendications qui, outre celles de Francis Borgniat, sont :

— Abrogation des ordonnances du 7 janvier 1959 qui permettent de mobiliser et réquisitionner militaires et civils ; hommes et femmes, sous la même autorité et les mêmes obligations en cas de menace. Cette menace peut être un conflit nucléaire aussi bien qu'une grève gênante. Ces ordonnances ont déjà été appliquées aux mineurs des Charbonnières de Franca qui étaient en grève en 1963. Tous ceux qui refusaient l'application de ces ordonnances pouvaient être considérés comme déserteurs et alors passibles des tribunaux militaires.

— Abrogation du décret de Brégonçon qui leur institue une discipline quasi militaire (punitions, permissions, interdiction de se réunir, de s'organiser, de s'exprimer, etc.) ;

— Abrogation de l'affectation autoritaire à l'ONF qui vise à faire d'eux une main-d'œuvre à bon marché.

Ils exigent :
— La suppression de toute juridiction militaire (pourquoi deux lois, une pour les civils, une autre pour ceux qui effectuent leur service national ?)

— La suppression de l'article 50 qui interdit de faire connaître la loi sur l'objection.

— Le service civil égal, en durée, au service militaire.

— La libération de tous les soldats, inouïs, objecteurs et déserteurs emprisonnés.

Le C.L.O. de Nantes.

LES TRIBULATIONS DES EMPLOYÉS DES ASSURANCES

Chez les « cols blancs » de l'assurance, les deux derniers mois de l'année 1974 devaient marquer la véritable « rentrée sociale ». Qui en avait décidé ainsi ? Les travailleurs ? Non pas ! Mais une fois de plus, les « têtes pensantes » des centrales syndicales. Et une fois de plus, ça a été un superbidé.

Depuis le mois de juillet les permanents du syndicat des assurances C.G.T. et C.F.D.T. n'en finissaient plus de se « concerter » dans le cadre de l'Unité d'action...

Que se passe-t-il réellement dans cette branche du secteur tertiaire ? A vrai dire pas grand-chose, du moins en apparence. En y regardant de plus près, on peut constater qu'il existe en quasi-permanence une « grogne » qui se traduit, dans certains cas bien particuliers, par une grève, mais qui ne débouche jamais sur un vaste mouvement coordonné de toutes les compagnies d'assurances.

Récapitulons brièvement ce qui s'est passé en 1974. Il faut remonter aux mois de mars-avril, alors que la grève des banques était à son point culminant. On pourrait voir, à cette période, se dessiner un certain mouvement dans les assurances, concrétisé par des débrayages de plus en plus nombreux (Providence — U.A.P.) et par une grève au R.A.M.-GAMEX, qui devait durer trois semaines (1). Là-dessus, Pompidou nous quitte sans laisser d'adresse, les élections sont organisées, et, à la fin avril, la grève des banques se casse la figure, quant à celle (hypothétique) des assurances elle est avortée.

Après les élections, les vacances ; après les vacances, la rentrée, c'est-à-dire l'en-nui, la morosité, etc. Et pan ! Ça explose aux P.T.T. Comme cette grève ne faisait pas fléchir l'Etat, les centrales syndicales décrétèrent une « journée nationale d'action » pour le 19 novembre.

Revenons à l'assurance ; au début novembre, une grève se déclenche à la C.A.R. (2), au service Pro-

duction Auto Province, où 16 employés (sur 22) cessent le travail. Leurs revendications :

- 1) pas de salaires inférieurs à 1.500 F au niveau A,
- 2) meilleures conditions de travail (certains ont, en guise de bureau, une table de cuisine ; au sous-sol, pas d'issue de secours ; et au service comptabilité, pas de machine à calculer !).

La direction aussitôt met les choses au point : pas question d'augmenter les salaires. Pour cela, elle se retranche derrière la F.F.S.A. (3), et invoque également la ... crise économique française. Le mouvement gagne d'autres services de la C.A.R., mais il se popularise peu dans les autres sociétés d'assurances. Le 19 novembre, on se retrouve « tous » à la Bastille pour le « grand défilé ». Effectivement, c'était un grand défilé, avec des postiers dans tous les coins. Mais du côté assurances, pour la C.G.T. c'était maigre, et pour la C.F.D.T., saquelette ! Participation des employés d'assurances, tant à la manif, qu'en comptant ceux qui avaient fait grève en rentrant chez eux : 10 à 15 % maximum. Autrement dit, une giffle dans la tronche des syndicats. Comme ça ne leur suffisait pas, ils ont été s'en ramasser une autre le 4 décembre. C'est en effet le jour qu'avait choisis les permanents C.G.T.-C.F.D.T. pour organiser une manifestation de la profession, dans le IX^e arrondissement.

Pour ne pas se sentir trop seuls, ils avaient jugé bon de se joindre ensuite à une autre manif, dans le même quartier, organisée celle-là, par les banques. Mise à part la C.A.R. qui avait ses propres revendications et qui était à sa 4^e semaine de grève, les revendications étaient les suivantes :

- Le maintien et la progression du pouvoir d'achat, par une augmentation des salaires réels de 7 % avec un minimum de 200 F,
- Un salaire minimum pro-

fessionnel mensuel à 1.500 F dès l'embauche,

- L'indexation des salaires sur les prix, sur la base d'un indice négocié,
- Les libertés syndicales,
- La garantie de l'emploi,
- L'ouverture des droits à la retraite à 60 ans,
- La cinquième semaine de congé pour tous,
- En respect de la convention collective dans toutes les entreprises.

Et, de nouveau, nous nous sommes retrouvés dans la rue, du côté de l'Opéra pour se faire entendre au siège de la F.F.S.A. Alors là, quelle baffa ! Nous n'étions pas plus de 1.200 (3.000 au plus, avec les employés de banques).

Inutile de préciser qu'à ce jour aucune des revendications n'a été satisfaite, et que, de plus, cette dernière manif a servi d'enterrement de première classe aux grévistes de la C.A.R., qui ont dû reprendre le travail, n'ayant pratiquement rien obtenu (1.365 F à l'embauche au lieu des 1.500 F demandés).

Pourquoi ces échecs ?

1) Il faut reconnaître que, à l'heure actuelle, l'assurance est un secteur où la « lutte des classes » est perçue comme une formule creuse. (C'était également le problème dans les banques, on peut donc quand même espérer une action de grande envergure, un de ces jours.)

2) Il est évident que la peur de la crise, et plus particulièrement du chômage, a influencé la masse des employés (sans parler de la proximité des augmentations personnelles de décembre et de janvier !).

3) Mais ce qui était flagrant, c'est que ces « deux journées d'action » ont été considérées comme parachutées par les instances des appareils syndicaux. Et c'est le point le plus important. Chaque fois que dans les assurances, ce genre de manifestation est organisé par les permanents syndicaux, cha-

C.F.T. = FASCISME

Afin de concrétiser son fameux « libéralisme », Valéry Giscard d'Estaing, par l'intermédiaire du secrétaire général de son parti, Roger Chénaut, a exprimé le vœu de voir bientôt siéger, aux côtés des centrales syndicales représentatives, des syndicats « vraiment indépendants ». Bien évidemment, cet appel clair à la reconnaissance des syndicats-maison, et en premier lieu de la C.F.T., a suscité (et c'est heureux !) une vive indignation dans les rangs de la C.G.T., de la C.F.D.T. et aussi à F.O. Des documents ont été publiés, révélant la véritable nature de cette organisation qui bénéficie du soutien financier du patronat, entretient des relations suivies avec les Renseignements généraux, et se livre à des attaques de commandos contre des piquets de grève, ou contre des militants ouvriers combattifs et intègres.

Il n'est pas inutile de savoir que, en 1959, la C.F.T. comptait en son sein bon nombre de nostalgiques du régime de Vichy (Travail, Famille, Patrie, tout un programme !). Son chef suprême, Dimakis, vient de la C.F.T.C. Il se proclame « chrétien » et « national ». Cet « apolitique » fut cependant un farouche défenseur de l'« Algérie française », et ses liens avec des U.D.R. et des R.I. ne sont pas douteux : Peyrefitte, Galley, Philippe Malaud, Charbonnel (ce nouvel « homme de gauche ») furent parmi les plus chauds partisans de la C.F.T.

Pour un patron, créer une section syndicale C.F.T. dans son entreprise, c'est, à coup sûr, un « élément de sécurité », puisqu'il écarte ainsi,

que fois c'est un échec. Plutôt que d'essayer de populariser tous les conflits qui naissent dans les compagnies, et ensuite de les coordonner, on nous fait faire le « parcours du combattant » rue de la Chaussée-d'Antin, au siège de la F.F.S.A. qui ne s'émeut pas pour autant.

De plus, à chacune de ces manifestations, nous ne prenons conscience que d'une chose : notre faiblesse. Encore 2 ou 3 actions de ce genre et on ne verra plus que les permanents pour tenir les banderoles.

Nous sommes en janvier, les augmentations-aumônes,

pour un temps, tout risque de grève. Chez Citroën, chez Simca-Chrysler, ses deux principaux bastions, la C.F.T. a recours à des méthodes terroristes et fascistes : c'est notamment la pratique du racket à l'embauche (si tu ne prends pas ta carte C.F.T., tu restes sur le pavé !), l'exploitation éhontée des travailleurs immigrés, le mouchardage érigé en institution, c'est aussi la chasse aux authentiques militants syndicalistes, le matraquage sauvage de ceux qui ont le courage de distribuer des tracts dans un fief C.F.T.

Un gouvernement qui prendrait la décision de reconnaître officiellement un tel ramassis de brigands se ferait le complice de cette clique fascisante, et il devrait s'attendre alors à une violente réaction de l'ensemble du monde ouvrier, y compris de ceux des travailleurs qui, sans être syndiqués, n'en désapprouvent pas moins un pareil mépris de la liberté.

Si la campagne du pouvoir contre les organisations syndicales se poursuit, il faut opposer à ce défi la résistance de la classe ouvrière unie et décidée à se battre, non seulement pour préserver les droits acquis, mais pour créer une société d'hommes libres.

Il faut pour cela que le syndicalisme, en France comme ailleurs, retrouve une totale indépendance à l'égard des partis politiques qui le dénaturent, et ainsi l'unité ouvrière pourra être reconstruite pour la victoire finale du prolétariat et sa libération.

Bernard LANZA.

ont été réparties à la tête du client comme toujours, et la grogne recommence. Il va falloir développer au maximum le moindre conflit qui surgira dans les compagnies d'assurances, afin que l'on ait réellement le sentiment de se battre pour quelque chose de valable, et non pas pour satisfaire les crises de dévouement de certains permanents syndicaux.

DELABICHE.

(1) Voir le « Monde libertaire », n° 201, page 6.

(2) Compagnie d'Assurances Réunies.

(3) Fédération Française des Sociétés d'Assurances.

HISTOIRE DES INDUSTRIAL WORKERS OF THE WORLD

par le Secrétariat aux Relations Internationales



Manifestation de chômeurs à New York en 1913

LES ORIGINES ET LES BUTS

A Chicago, le 27 juin 1905, eut lieu le congrès constitutif des I.W.W. contre les trade-unions dénoncées deux ans plus tard par Malatesta. Contre le corporatisme des trade-unions américaines (1), était proposé un seul syndicat pour tous les travailleurs (« One big union of all workers »). Toutes les tendances du mouvement ouvrier révolutionnaire étaient présentes à Chicago pour affirmer que les travailleurs devaient s'organiser pour contrôler « les pouvoirs économiques, les moyens de production, l'ensemble de la production et de la distribution en s'opposant au capital ». Le congrès avait été précédé de réunions à Chicago dans le but de créer un syndicat révolutionnaire. Un manifeste avait été ensuite envoyé à travers les Etats-Unis en guise d'invitation au congrès du 27 juin. Ce manifeste, qui était opposé à l'action politique, ne faisait parmi les travailleurs aucune différence de race, croyance ou sexe. Le moyen d'émancipation de la classe ouvrière était la grève générale sociale. Les I.W.W. proposaient la solidarité effective de tous les travailleurs (alors que les trade-unions restaient dans la collaboration de classe et le corporatisme), et se présentaient comme la structure du nouveau monde.

L'American Socialist Labor Party tenta de transformer les I.W.W. en une succursale de leur organisation. Les discussions internes entre partisans de l'action directe et ceux de l'action politique conduisirent à une scission au congrès de 1908. Le socialiste De Leon voulant introduire le parlementarisme dans les finalités des I.W.W. fut exclu du congrès. Il fonda avec ses partisans une organisation rivale sans importance basée à Detroit et qui était la courroie de transmission du Socialist Labor Party. Dans le journal socialiste « The Weekly People » il attaqua jusqu'à sa mort les « anarcho-syndicalistes » des I.W.W. Une des premières actions du congrès de 1908, après l'éviction de la fraction socialiste, fut d'enlever tout allusion à l'action politique dans le préambule (2). L'action des travailleurs devait se faire sur le lieu du travail. C'est là que l'on formerait la structure du monde nouveau dans l'ancien. Les I.W.W., le syndicat regroupant tous les ouvriers prendrait en main, par la grève générale, les moyens de production, il abolirait le salariat et établirait un nouvel ordre social.

Malgré les discussions intérieures, l'idéal des I.W.W. se répandait aux Etats-Unis. C'est dans la banlieue de New York en décembre 1906 que se déroula la première grève avec occupation d'usine en Amérique. A Goldfield dans le Nevada, une grève menée par les I.W.W. assure un minimum de \$ 4,50 par jour. A Portland, dans l'Oregon, les I.W.W. aident à gagner la journée de 9 heures et une augmentation de salaire pour les travailleurs des filatures. Tous ces succès renforcent la popularité des I.W.W. dans le monde du travail. Vincent St John, Bill Haywood exposèrent au congrès de 1908 les tactiques de l'action directe qui imprégnaient toute la philosophie des I.W.W. Une brochure définissait le mot action directe de cette façon : « L'action directe signifie l'action économique des travailleurs eux-mêmes, sans l'aide trompeuse des leaders réformistes ou de politiciens. Une grève qui est décidée, contrôlée et menée directement par les travailleurs est une action directe... l'action directe c'est l'action commune sur le lieu de travail pour améliorer les conditions de celui-ci ».

C'est au milieu des travailleurs que les militants des I.W.W. vérifient leurs tactiques d'action directe. Ainsi, en 1909, en Pennsylvanie à McKees Rocks, 6.000 employés de la Pressed Steel Car Company (3) se mettent en grève pour de meilleures conditions de travail, entre autres pour mettre fin au travail à la pièce. Ce sont pour la plupart des immigrants récents que l'A.F.L. rejette. Un comité de grève I.W.W. se forme qui détermine la stratégie de lutte. Des piquets de grèves interdissent aux jaunes (Scabs) de briser le mouvement, des meetings et des manifestations popularisent la grève. Lors d'un accrochage avec la police un gréviste sera tué, il y aura à son enterrement plus de 5.000 personnes de 15 nationalités différentes. Le premier numéro de « Solidarity », journal des I.W.W. (4), imprimé à Newcastle, en Pennsylvanie, annonça la victoire. La grève de McKees Rocks avait apporté de meilleures conditions de travail, mis fin aux entraves au droit de grève et fait grandir la réputation de combativité des I.W.W. Pour les « Wobblies » (militants I.W.W.) la grève était un moyen de lutte contre le système capitaliste et en même temps une occasion de manifester la solidarité de classe. Les grèves sont donc un entraînement pour la grande grève générale qui expropriera les exploitants. La grève générale était envisagée par les I.W.W. de manière plutôt pacifique. Les travailleurs prendraient en charge les moyens de production en occupant tous les lieux de travail. Cette idée fut reprise par un militant des I.W.W., Joseph Ettor, durant une grève du textile, le 25 janvier 1912 à Lawrence : « Si tous les travailleurs du monde veulent vaincre, ils doivent compter sur leur solidarité. S'ils croisent les bras, le monde s'arrêtera. Les travailleurs sont plus puissants que les mains dans les poches que tous les capitalistes. Avec la résistance passive, refusant de bouger, se tenant silencieux, ils sont plus puissants que toute la classe possédante ».

Jusqu'à la grève générale, il fallait pour préparer celle-ci développer « la solidarité, la conscience de classe et le militantisme ». Les grèves faisaient partie du combat perpétuel entre la classe possédante et les travailleurs, combat qui comme le rappelle le préambule des I.W.W. doit mener au contrôle complet par la classe ouvrière des moyens de production, les grèves n'obtenant que des améliorations temporaires mais nécessaires. Les tactiques de l'action directe des Wobblies s'adaptèrent aux circonstances, aux différentes conditions de travail. De courtes actions décisives étaient souvent préférées, quand les I.W.W. ne pouvaient soutenir financièrement de longues grèves. Les grèves perlees, les grèves sur le tas et le sabotage étaient différents moyens pour gagner de rapides concessions. L'utilisation du sabotage dans les actions revendicatives des travailleurs a toujours été l'objet de nombreuses controverses. Le mot « sabotage » semble avoir été utilisé pour la première fois publiquement par Pouget à un congrès C.G.T. en 1897. Ce mot apparut pour la première fois aux U.S.A. dans « Solidarity » du 4 juillet 1910 au sujet d'une grève de 600 ouvriers tailleurs qui demandaient la réintégration d'un de leurs camarades. Ils refusèrent de travailler et quand des jaunes furent introduits à leur place, les travailleurs des autres firmes Lann et Company sabotèrent si bien le travail que la compagnie consentit à la plupart des revendications des grévistes.

La controverse sur le sabotage trouva son apogée à un congrès du parti socialiste en 1912. Le Socialist Labor Party n'acceptait pas pour membres ceux qui étaient opposés à l'action politique ou partisans du sabotage ou de tout autre

moyen violent pour l'émancipation du prolétariat. C'est ainsi que l'aile gauche du parti fut exclue. Un militant des I.W.W. Bill Haywood subit le même sort. Il avait été délégué en 1910 au congrès de la II^e Internationale en Europe, et déçu, en revint pour militer pour un socialisme en « bleu de travail », pour l'action directe et la grève générale.

Dans la presse des I.W.W., les articles sur le sabotage furent particulièrement nombreux entre 1913 et 1917, quand la répression porta un coup mortel à l'organisation. Depuis 1910, il y avait eu surtout des traductions d'articles européens. La position officielle des I.W.W. s'est toujours un peu démarquée vis-à-vis du sabotage. Ainsi en 1913 on pouvait lire dans « Industrial Worker » : « Le programme des I.W.W. offre la seule solution au problème du salariat, solution avec violence ou au mieux réduite au minimum. »

De toute façon dans la littérature et les journaux des I.W.W. le sabotage restera toujours avec le chat noir le symbole de l'action directe (5). Dans la réalité nombre de grèves menées par les I.W.W. se déroulèrent sans violence. Les patrons américains par contre ayant vu le danger de cette organisation syndicaliste révolutionnaire, armèrent leurs propres milices... La presse manœuvra l'opinion publique en présentant les Wobblies comme des terroristes lanceurs de bombes, puis des saboteurs allemands payés par l'or du Kaiser, enfin des bolcheviques voulant soviétiser les U.S.A.

PROPAGANDE ET GRÈVES

Malgré toute la campagne de presse dirigée contre eux les I.W.W. continuaient d'étendre leur influence et de propager l'idée de « One big union for all workers ». Nombre de leurs militants étaient travailleurs saisonniers et diffusaient le « Little Red Book » (« chansons pour activer les flammes du mécontentement »), recueil de chansons révolutionnaires qui contribuèrent à populariser le mouvement des I.W.W. dans la classe ouvrière. Toutes les idées des I.W.W. étaient contenues dans ces chansons qui, soit à partir de musiques originales, soit reprenant des airs connus, retraçaient les luttes des travailleurs. Joe Hill membre des I.W.W. fut l'un de ces bardes itinérants qui traversaient les U.S.A. en quête de travail, allant d'une union locale I.W.W. à l'autre. Selon le folkloriste John Greenway ce petit recueil de chanson fut « la première grande collection de chansons de travail ». Il était édité par l'union locale I.W.W. de Spokane ; beaucoup d'ouvriers étaient obligés par leur travail saisonnier de parcourir continuellement les U.S.A., et pouvaient ainsi propager partout l'idéal syndicaliste des I.W.W. Une autre forme d'action directe développée par les I.W.W. fut les prises de parole dans la rue, nommées « soap box speeches » car pour parler, l'orateur se mettait sur une caisse à savon (soap box). Pour obtenir le droit de s'exprimer dans la rue, les militants des I.W.W. menèrent de rudes campagnes de 1908 à 1916. Ce droit était vital pour les I.W.W. car il leur permettait de contrer les agences d'emploi et d'organiser le boycottage de celles-ci. Les employeurs devaient passer par le syndicat, par l'union locale I.W.W. remplissant alors le rôle d'une bourse du travail. A travers ces campagnes les unions locales comme celle de Spokane obtinrent le droit à la parole, celui d'avoir un local et de publier un journal. Dans les régions où ils n'étaient pas implantés les I.W.W. recrutèrent de nouveaux adhérents par leurs « soap box speeches ». En même temps qu'une méthode d'action directe ce droit était vital pour eux.

On pourrait penser que les I.W.W. ne pouvaient s'implanter et avoir une influence que parmi les travailleurs saisonniers comme les bûcherons et les cueilleurs de fruits. Il est vrai que la propagande des I.W.W. avait un grand écho parmi ces travailleurs à la merci des employeurs (pour la cueillette des fruits ceux-ci faisaient venir deux fois plus de travailleurs qu'ils n'en avaient besoin, ce qui leur permettait d'imposer de très bas salaires). Mais l'influence des I.W.W. atteignit aussi les centres industriels. Ainsi, en janvier 1912, 25.000 ouvriers des filatures de Lawrence menèrent une grève de 10 semaines, reprenant les mots d'ordre des I.W.W. Lawrence était le plus grand centre textile des U.S.A., surpassant par sa production tous les autres. Les principales filatures appartenaient à l'American Woolen Company (34 usines en Nouvelle-Angleterre) qui avait un revenu annuel de 45 millions de dollars.

Les filatures de coton et de laine employaient plus de 40.000 ouvriers. Ils étaient pour la plupart non qualifiés, venus d'Europe attirés par les promesses des « envoyés » de l'industrie américaine du textile. Mais malgré une protection gouvernementale des tarifs dans l'industrie lainière, les salaires et les conditions de vie des travailleurs de la laine avaient constamment diminué depuis 1905. Dans les filatures fut instauré le système des deux métiers à tisser (two-loom

system) ce qui doublait le travail des femmes et des enfants qui y travaillaient. Le chômage suivit, tandis qu'à Lawrence le coût de la vie était le plus élevé de la Nouvelle-Angleterre, les loyers les plus hauts. Le pain et les haricots étaient le repas habituel des travailleurs, la viande était extrêmement rare. Selon la commission de contrôle du ministère du travail il y avait sur les 22.000 ouvriers plus de la moitié de femmes et d'enfants. La moitié des employés des 4 filatures de Lawrence de l'American Woolen Company étaient des jeunes filles de 14 à 18 ans. La mortalité était aussi très élevée, le docteur Elizabeth Shapleigh écrivait à cette époque : « Un nombre considérable de garçons et de filles meurent dans les deux ou trois premières années de travail, un tiers des hommes et des femmes qui travaillent dans les filatures meurt avant 25 ans. »

Le 1^{er} janvier 1912, les législateurs de l'Etat de Massachusetts font passer une loi réduisant la semaine de travail de 56 à 54 heures pour les femmes et les enfants, réduisant ainsi leurs salaires. Les I.W.W. organisaient à Lawrence les travailleurs étrangers depuis 1907 et avaient près d'un millier d'adhérents. Dans l'A.F.L. United Textile Workers se retrouvent 2.500 ouvriers qualifiés de langue anglaise. Les tisseuses polonaises des filatures cotonnières de l'Everett furent les premières à débrayer le 11 janvier quand elles remarquèrent une baisse de 35 cents dans leurs enveloppes de paye. Dans tout Lawrence les travailleurs débrayèrent et, pour la première fois dans l'histoire de la ville les cloches sonnèrent l'alarme générale.

De New York vint Joseph Ettor du bureau exécutif des I.W.W. Il avait 25 ans, parlait anglais, italien et polonais, comprenait le hongrois et le yiddish. Sous son impulsion la grève se coordonna et un comité de grève fut élu par les travailleurs. Chaque nationalité avait élu deux représentants, chaque matin le comité se réunissait pour prendre en charge tous les aspects de la grève. Les revendications étaient : 15 % d'augmentation, 50 heures par semaine, double paye pour les heures supplémentaires et pas de représailles pour les grévistes.

Le maire de Lawrence exprima très clairement son opinion : « La grève aurait dû être arrêtée dans les premières 24 heures. La milice et la police auraient dû être autorisées à tirer. C'est la façon qu'employait Napoléon 1^{er}. »

Par le comité de grève les familles reçoivent de 2 à 5 dollars par semaine. Les 10 semaines de grève de Lawrence furent exemplaires, c'était aussi la première fois que tant de travailleurs non qualifiés se reconnaissent dans l'idéal des I.W.W. John Golden président de l'A.F.L. United Textile Workers dénonça la tactique d'action directe des I.W.W. comme « révolutionnaire » et « anarchiste », il tenta sans succès de prendre la direction de la grève. Le leader des I.W.W., Ettor, et Giovannitti (socialiste italien) furent arrêtés dans le but de briser la grève. Mais les I.W.W. envoyèrent à Lawrence Bill Haywood, William Trautmann, Elizabeth Gurley Flynn et plus tard Carlos Tresca un anarchiste italien. Il y eut plus de 15.000 grévistes à la gare pour accueillir Haywood et ses camarades ! La répression devenant plus dure, la grève prit de nouvelles formes. Par exemple un piquet de grève de milliers de travailleurs marchait à travers les tissages avec des brassards : « Ne sois pas un jaune » (Don't be a scab). Quand cette tactique était interrompue par la police, les manifestants formaient un va-et-vient incessant dans les boutiques sans rien acheter, ce qui effrayait les commerçants !

Dans le courant de février 1912 des enfants de grévistes furent envoyés dans des familles amies à New York et Philadelphie. Malgré la presse, l'opinion publique fut sensibilisée, et la combativité des travailleurs de Lawrence ne baissant pas, l'American Woolen Company accorda toutes les revendications des grévistes le 12 mars 1912. Dans toute la Nouvelle-Angleterre les salaires de tous les travailleurs du textile furent augmentés...

Lawrence ne fut pas la seule grande grève où les I.W.W. furent présents : Paterson en 1913 (où une pièce de théâtre fut jouée au Madison Square Garden par les grévistes eux-mêmes) ; la grève des bûcherons en 1917 qui paralysa 80 % de la production du sud-ouest des U.S.A. ; les grèves dans les mines de cuivre en Arizona, ne sont que des exemples les plus célèbres. Leur influence débordait largement le nombre de leurs adhérents (les I.W.W. ne dépassèrent jamais 100.000 membres), mais c'est eux qui avaient l'initiative, c'est eux qui étaient à la pointe du combat.

LE DÉCLIN DU MOUVEMENT

Dès le début de la Première Guerre mondiale les I.W.W. se déclarèrent contre celle-ci : « Ne sois pas un soldat, sois un homme. Rejoins les I.W.W. et combats sur ton lieu de travail pour toi-même et ta classe », disait une affiche des

I.W.W. en 1916. Cette courageuse position valut aux I.W.W. d'être déclarés « hors la loi ». Une campagne de presse habilement menée les désigna comme les agents du Kaiser. La répression qui s'était déjà annoncée dans les premières années battit alors son plein. On peut dire que le mouvement des I.W.W. fut décapité pendant la guerre tant nombreux sont les militants assassinés par les milices patronales. En France le gouvernement envoyait la troupe contre les grévistes de la C.G.T. Aux U.S.A. le patronat n'y allait pas de main morte, et finançait lui-même ses bandes de tueurs sans faire appel au gouvernement. En 1918, l'éditorial d'un grand quotidien d'Oklahoma, le « Daily World » est significatif à cet égard : « Le premier pas dans la victoire contre l'Allemagne est l'écrasement des I.W.W. Tuez-les comme vous tueriez des serpents. Il n'y a pas de temps ni d'argent à perdre dans des procès ».

Au printemps 1917 le ministère de la Guerre sous la pression du capitalisme américain avait donné le signal, en permettant aux autorités militaires d'arrêter les membres des I.W.W. qui « usaient de violence ou avaient l'intention d'en user ». Durant l'été 1917 des troupes armées « dispersaient » des meetings I.W.W., mettaient à sac leurs locaux. Dans certains Etats, au nombre de 23, furent adoptées les lois contre le « syndicalisme criminel » qui interdisaient aux I.W.W. toute activité. La révolution russe fut pour certains militants des I.W.W. un immense espoir vite anéanti en 1921 par les positions de l'Internationale des syndicats rouges : les communistes russes étaient semblables aux politiciens du Socialist Labour Party.

Mais la naissance du parti communiste (1919) provoqua une scission dans les I.W.W. en 1924. L'organisation déjà très éprouvée par les années de guerre ne surmonta pas cette crise. Les limites de cet article ne nous permettent pas d'approfondir les causes de la chute des I.W.W. Nous remarquerons simplement qu'entre les deux guerres les communistes appuyèrent les lois antigrèves du gouvernement. Les I.W.W. durent reprendre tout leur travail de propagande contre les trade-unions qui maintenant acceptent les travailleurs non qualifiés (6). Le mouvement des I.W.W. réapparaît aujourd'hui, au milieu de grèves « sauvages », leur journal mensuel « Industrial Worker » reflète la vie des travailleurs américains, et ne présente pas cet aspect déprimant des publications d'organisations vivant dans le souvenir d'un passé glorieux. Ils n'ont plus contre eux cette « liste noire » où ils étaient à côté des groupes nazis (7). La possibilité leur est maintenant donnée de faire de la propagande légale. Réussiront-ils ? Ne vaudrait-il pas mieux comme les syndicalistes fran-

çais le conseillèrent à Thompson (délégué I.W.W. à l'Internationale des syndicats rouges) de s'organiser en minorité au sein de l'A.F.L. C.I.O. ? Quoi qu'il en soit c'est aux militants des I.W.W. à faire de leur organisation le fer de lance de la classe ouvrière, sortant du passé pour affronter la réalité actuelle. Les I.W.W. ont laissé leur empreinte dans la culture américaine, dans le monde ouvrier. Le « Labor » américain et ses trade-unions tant décriées cachent une base capable d'une extrême combativité. A nos camarades des I.W.W. d'en tirer les conclusions !

Secrétariat aux relations internationales.

NOTES

(1) Principalement l'American Federation of Labour (Fédération américaine du travail) qui n'organise que les ouvriers qualifiés, capables de payer de fortes cotisations ;
(2) Ce préambule reconnaissait la lutte de classe, préconisait la solidarité dans les grèves, contrairement au corporatisme de l'A.F.L. et donnait comme but à la classe ouvrière organisée dans « One big union for all workers » le contrôle de tous les moyens de production.
(3) Trust américain de l'acier.

(4) A côté de leurs journaux « Solidarity », « One big union monthly », « Industrial Workers » les I.W.W. avaient d'innombrables brochures de propagande (y compris le « Little red book »), traduites dans plus de 10 langues étrangères.
(5) Les nombreux dessinateurs qui faisaient don de leur talent à l'organisation ouvrière en ont fait le thème de nombreux dessins.

(6) Les deux trade-unions A.F.L. et C.I.O. ne forment maintenant qu'une seule organisation.
(7) D'ou l'impossibilité pour eux d'avoir une existence légale.

BIBLIOGRAPHIE

En anglais
— « Rebel voices - an I.W.W. anthology » par Joyce L. Kornbluh. Am arbor Paperbacks.
— « I.W.W. its first years » par Fred Thompson. I.W.W. publication (en vente à Freedom press Londres).
En français
— Le mouvement ouvrier américain par Daniel Guérin chez Maspéro.



Le choix : action politique ou action directe (Industrial Worker, 23 mars 1911)

Crise dans l'industrie graphique

LABEUR

« Halte au démantèlement de l'imprimerie ». Depuis deux ans et particulièrement ces derniers mois, ce slogan apparaît sur les banderoles des grandes manifestations syndicales retransmises par la presse écrite et parlée. Dans le même temps à l'initiative de la Fédération Française des Travailleurs du Livre se développent des campagnes d'information du public sur la situation de l'imprimerie en France.

Pourquoi tout ce remue-ménage, ce mécontentement grandissant dans une profession où la bonne humeur est de règle depuis des décennies ?

La réponse est simple. Il a fallu attendre le VI^e plan français pour apprendre que « notre pays n'avait pas une vocation graphique »... Belle phrase, dans le plus pur style technocrate, reprise en chœur par nos ministres et servant d'argument majeur à un patronat dont l'appétit financier va sans cesse croissant. Le résultat d'une telle politique est significatif : fusions, concentrations, décentralisations et fermetures d'entreprises amènent depuis cinq ans la perte de 9.000 emplois (dont plus de 6.000 dans la région parisienne). Pour mémoire et pour ne citer que les plus importantes imprimeries touchées : Kapp-Lahure, Illustration, Hénon, Lang-Grandemange, Darboy, Héliocachan, SSB, Vari-France, Yvetot, Informatique 300.000, Le Goéland, la Semeuse, Larousse, et plus récemment Firmin-Didot et Néogravure.

Nous assistons donc à une véritable détérioration de l'équilibre de l'emploi dans l'industrie du Livre et il ne se passe plus de semaine sans que nous n'apprenions que dans telle ou telle région de France, des réductions de personnel ou des fermetures d'entreprises soient envisagées.

Dans le labour : 20 % du volume des imprimés sont actuellement confectionnés à l'étranger ; pour cent périodiques édités en France, 60 sont imprimés en dehors de nos frontières.

Le cas de la « Néogravure » est l'exemple type de l'organisation de la faillite de l'imprimerie française. Dans notre pays il est impossible de faire imprimer ailleurs que dans les entreprises du groupe un certain nombre d'hebdomadaires qui y sont réalisés.

Alors, quand une telle société (1^{re} imprimerie de labour, en France, et 3^e en Europe) prend la décision de fermer ses portes, nous savons, sans démagogie, ce que cela veut dire : faute de mieux, les éditeurs s'adresseront à des imprimeurs étrangers ce qui ne manquera pas d'entraîner les conséquences les plus graves sur le plan social et sur l'économie. Les salariés de la « Néogravure » l'ont bien compris en menant, d'une manière exemplaire, une grève de trois semaines avec occupation des locaux. Gênés par la non-paraution des périodiques et craignant une perte financière considérable avec les numéros spéciaux de fin d'année, les maîtres imprimeurs et le pouvoir ont donc lâché du lest en prenant des engagements qui favorisaient la reprise du travail ; les dernières négociations du labour démontrent, hélas, que ces « engagements » ne seront pas tenus. Il convient donc d'essayer de stopper les charrettes de licenciements qui roulent lentement vers cette fin d'année ; c'est à cela que s'emploient les organisations syndicales et leurs adhérents, en décrétant des actions qui, devant l'intransigeance du pouvoir et la mauvaise foi des maîtres imprimeurs, seront de plus en plus dures. La bataille pour le maintien de la « Néogravure », à travers nos 3.700 camarades menacés dans leur emploi, re-

présente la sauvegarde d'un des piliers principaux de l'industrie graphique française.

PRESSE

Dans la presse, la situation n'est guère brillante. Comme pour le labour, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Pour se donner une idée précise de l'évolution de ce secteur il suffit de faire parler les chiffres, mais d'ores et déjà on ne peut dissocier la crise qui affecte l'industrie graphique de celle de la Presse.

Plus de 50 % des titres ont disparu depuis 1939 ! sur 206 quotidiens paraissant à cette époque, il n'en reste plus, aujourd'hui, que 90 dont 9 pour Paris. La province est la plus touchée puisque tous les dix ans un quart des titres disparaissent, en général par fusions ou absorptions. On parle, bien sûr, de la concurrence de la télévision ; mais où est cette « concurrence » quand on sait que 20 minutes de journal télévisé, ne correspondent qu'à 3 colonnes d'un quotidien !

Phénomène de tous les pays développés, le nombre des journaux diminue alors que le nombre de lecteurs reste stable quel que soit l'accroissement de la population.

Les difficultés de la presse sont nombreuses : augmentation des matières premières et en premier lieu celle du papier journal dont le prix aura pratiquement doublé depuis un an ; augmentation du prix des encres (+ 30 % depuis janvier 1974), des tarifs postaux, de la SNCF etc.

Tout cela accentue le déséquilibre financier des quelques journaux d'opinion indépendants des puissances d'argent. La situation des petits titres se dégrade ; en revanche, le développement des grands groupes de presse s'intensifie. Nous ne pouvons plus parler de liberté de la presse lorsque nous savons que des régions entières sont couvertes par un seul journal. Quant à la publicité, placée dans les mains de groupes financiers, non seulement elle ne représente pas le facteur d'équilibre économique qu'elle pourrait jouer mais elle conditionne bien souvent l'information.

Derrière ces fermetures d'imprimerie, dans le labour, ces disparitions de journaux, ces grandes concentrations de l'information, entre les mains des plus puissants, c'est la liberté d'expression qui est menacée.

La sauvegarde du potentiel graphique rejoint donc la défense d'une de nos libertés fondamentales : celle de s'exprimer. Voilà pourquoi, dans ce dur combat, aujourd'hui et demain les professionnels du Livre et de la Presse seront au premier rang.

Pierre GIRARDIN.



LES HOMMES POLITIQUES BAVARDENT SUR UN VOLCAN !

A la rencontre Brejnev - Ford qui avait été précédée par la rencontre Schmidt - Brejnev suivie de la rencontre Brejnev - Giscard avant la rencontre Giscard - Schmidt vient s'ajouter la rencontre Ford - Giscard ! Ouf ! Les grands de ce monde se promènent, prononcent des discours se serrent chaleureusement la main en public, publient des communiqués d'autosatisfaction que les événements démentent à la première occasion. Ces rencontres... préférables à la guerre même si elles n'empêchent pas les guerres artisanales par peuples interposés, sont le signe de fébrilité d'une société de classes qui essaie de retrouver un équilibre rompu par la crise de l'économie mondiale se heurtant à trois obstacles qui, il y a quelques années, paraissaient des péripéties, sans plus !

Le premier, c'est la prise de conscience de la puissance de leur richesse par des pays qui avaient jusqu'à ce jour laissé piller leurs matières premières par les grandes puissances occidentales.

Le deuxième c'est la nature du système économique qui ne parvient plus à ajuster la production, la consommation et la monnaie d'échange de façon à équilibrer l'économie capitaliste.

Le troisième c'est la survivance des impérialismes nationaux, fruits de guerre de rapine et qui freine les ajustements, les équilibres qui pourraient permettre au système économique de se survivre.

Ce ne sont pas les remèdes qui font défaut ; dans ce domaine la classe dirigeante en possède un certain nombre qu'elle appliquera quelles que soient leurs retombées sur les conditions de vie des populations, mais ces remèdes impliquent certaines limitations de la souveraineté nationale et leur application risque de détruire l'image impériale et nationale que les classes dirigeantes essaient de conserver à leur Etat. Cette politique de rencontre incessante entre les grands de ce monde aboutit à des discussions stériles qui sont celles des marchands de tapis sur le carreau du Temple. On ne cherche pas à équilibrer, à ajuster, mais à protéger les avantages acquis au détriment de l'impérialisme voisin.

Les mêmes hommes se voient, séparément ou en groupes, ou se font représenter par leurs valets, pour se raconter les mêmes choses en pratiquant la méthode Coué, avant de se retourner vers leur opinion publique pour la prendre en témoin de leur bonne foi et de la duplicité des autres. Et le ballet auquel nous assistons aujourd'hui semble sortir tout droit de la comédie italienne où la règle du jeu était de tromper l'adversaire. Et aussi longtemps que subsistera l'impérialisme national il en sera ainsi en vertu d'un principe que les mêmes causes produisent les mêmes effets.

La dernière guerre a séparé le monde en deux zones d'influence rejetant dans l'ombre des puissances impérialistes qui comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne avaient dominé l'Europe. Et depuis trente ans la Russie et les Etats-Unis cramponnés aux avantages acquis à la suite de cette tuerie s'efforcent de faire chasse gardée autour de leur os. Ils essaient de maintenir, tout au moins en surface, cet équilibre né de Yalta tout en tendant à l'adversaire des chausse-trappes, qui leur permet de mordre le trait et d'alimenter le chauvinisme national.

La Yougoslavie, le Chili, la Tchécoslovaquie, Israël, la Palestine, et j'en passe, telles furent les peaux de bananes glissées sous les pas de l'adversaire. Néanmoins jusqu'à ce jour l'équilibre s'est maintenu, la bombe atomique servant de fléau à cette balance où se pèse le destin de l'humanité.

Pourtant aujourd'hui le monde change et les conférences sont des freins bien aléatoires pour endiguer la marche du temps. Le pétrole unit le monde arabe, la Chine va prendre sa vitesse de croisière, sur le flanc des Etats-Unis. Le Brésil fait ses premiers pas de puissance économique seule l'Europe usée par ses excès impérialistes marque le pas. Pour combien de temps ?

Le monde dans ce lent et irrésistible mouvement poursuit sa marche vers l'ineffable et il va se produire des érosions politiques comme le monde a connu des érosions géologiques depuis la nuit des temps. Et ça les impérialistes le savent et leurs parolotes ne sont rien d'autre que ces combats d'arrière-garde qui parsèment le chemin de victimes sans arrêter ce mouvement qui est celui de la transformation imprévisible des êtres et des choses.

Certes l'action des hommes de bonne volonté paraît bien mince devant les masses d'intérêts qui servent de support à l'évolution et pourtant ce sont les hommes qui sont le

moteur de cette évolution, les hommes d'abord par ce qu'ils représentent par leur volonté de conservation des privilèges, les hommes par leur volonté d'acquiescer les privilèges dont ils sont privés, les hommes pour créer d'autres privilèges ou encore les hommes pour supprimer tous les privilèges.

Et, en dehors de la pensée philosophique, des certitudes économiques, toutes ces aspirations humaines forment un fatras contradictoire qu'on essaie de diviser en tranches, de démêler, de replacer dans un ordre logique. Sans se rendre compte toujours que leur imbrication rend la tâche impossible et que, fatalement, il faudra couper les nœuds et que seule une transformation radicale touchant à l'économie, aux mœurs, aux situations acquises, aux mythes relevant de l'histoire ou de la métaphysique pourra nous éviter la catastrophe c'est-à-dire un règlement par le fléau atomique.

Mais voyons de façon concrète les projets des hommes politiques qui courent le monde en commis-voyageurs de leurs impérialismes. Le jeu de la politique étrangère russe est clair. D'abord consolider son glacieux et l'accent est mis sur la conférence européenne de limitation des armements dont Giscard a accepté le principe du bout des lèvres dans l'espoir d'obtenir des avantages économiques et surtout du gaz destiné à diversifier les sources d'énergie. Cette politique de la consolidation des avantages acquis en Europe est nécessaire à la Russie qui veut avoir les mains libres en Asie où le vrai visage de la Chine commence à se dessiner sur un fond un peu différent de celui qu'on nous présentait en images d'Epinal, dans les journaux maoïstes.



Lequel aurait mieux fait ?...

La Chine, qui vient de sortir de la révolution culturelle et qui est reprise par tous les vieux démons des impérialistes, se pose en protecteur de toutes les petites nations, quel que soit leur régime économique ou social, qui ont maillé à partir avec les autres grands impérialistes arrivés les premiers sur le terrain d'exploitation des masses. Mais ce genre de protection a toujours coûté cher à ceux qui, dans le passé, l'ont sollicité et encore plus cher à ceux à qui elle fut imposée. Les vieux politiciens chinois usés disparaissent et du nouveau équilibre issu de la révolution culturelle sont nés de nouveaux cadres chinois aux dents longues.

Animal repu, les Etats-Unis digèrent les quelques maux sociaux qu'une vie politique trop riche leur a infligés. Le monde est à la fois le fournisseur et le client de l'Amérique du Nord et celle-ci est décidée à tout pour conserver cette situation. Sa politique est une politique où toute morale est bannie, et ses efforts diplomatiques sont tout entiers dirigés vers le conservatisme. L'Europe est son client certes, mais l'Europe peut être son concurrent le plus sérieux, d'où sa politique énergétique. La hausse du prix du pétrole l'avantage sur le marché international, tout comme la Russie d'ailleurs, car l'incidence sur les fabrications de cette hausse sera moins ressentie par les pays qui possèdent l'or noir que par ceux qui dépendent des pays producteurs. Et quelles que soient les justifications avancées par les pro-

gonistes de la rencontre martiniquaise, le véritable but pour Ford consistait à geler la situation de l'énergie et pour Giscard à desserrer l'étreinte économique que fait peser le bloc dollars.

Personne ne se fait d'illusion sur les principes des roitelets du sable et du pétrole. Tous, de Sadate à cette vieille fripouille de Bourguiba, n'ont qu'un but : l'impérialisme guidé par deux objectifs, la suppression d'Israël, enclave occidentale dans leur glacieux, et l'accession de leur nation à l'impérialisme occidental. Ne croyez pas qu'il s'agisse du bonheur des peuples, mais seulement de celui de la classe dirigeante en formation. Au palais des Mille et Une Nuits grouillant d'esclaves vont succéder après les Rolls et la télévision, joujoux luxueux, les palais de l'industrie grouillant de salariés. Le monde arabe qui était un monde neut et qui, découvrant ses richesses, aurait pu régénérer la civilisation en les employant autrement est en train de transposer sa pouillerie économique, sociale et religieuse à un niveau supérieur, celui de l'économie occidentale. Et, au loin, les yeux remplis d'envie, les classes dirigeantes des peuples sous-développés contemplant ce festin qui se prépare en espérant, par leur soumission à leur patron impérialiste, obtenir des miettes même s'il faut les ramasser dans le caniveau.

« Tu parles, tu parles, tu parles... », comme dirait Zazie, et de ces paroles il ne sort que du vent. Giscard, Ford, Brejnev, Schmidt à la barre ? Laissez-moi rire. Ils tiennent le gouvernail comme le pilote celui d'une barcarole qui fait eau de toutes parts en vouant son destin à Dieu ou à la chance. Mais après tout on pourrait s'accommoder des aventures de ce monde en folie qui n'achève pas de crever, si ses secousses ne risquaient pas de déséquilibrer la balance atomique, soubressaut ultime au bout duquel il n'existe plus que le néant !

Tout laisse prévoir qu'Israël possède la bombe atomique et qu'il s'en servira, et à partir de cette première rupture le déclenchement en chaîne se produira. Ça aussi les grands en ont conscience, mais l'arme atomique est le recours suprême qui garantit la survie de leur impérialisme national et c'est tellement évident qu'un pays comme l'Inde, où règne la plus effroyable misère et où les hommes meurent comme des mouches, n'a pas hésité à en sacrifier d'autres pour se doter du moyen suprême de crever dans le faste. Non seulement aucun des impérialismes nationaux ne renoncera à la bombe, mais celle-ci est l'objectif de tous ceux qui ne la possèdent pas encore.

Et qu'on me passe cette formule qui a traîné un peu partout mais qui dit bien ce qu'elle veut dire : nous sommes devant des apprentis sorciers se demandant comment maîtriser une situation qu'ils ne contrôlent plus et rendue inextricable par les enchevêtrements qui se sont superposés au cours de l'histoire.

Et je disais plus haut que devant ce phénomène de la connerie universelle l'homme se sentait petit et désarmé. C'est vrai et il ne sert à rien de le nier. Pourtant seul l'homme peut changer le cours des choses. Il faut non seulement s'interroger en demandant : « Le veut-il ? », mais se poser la véritable question : « Le veut-il ? »

L'homme le voudra, ou il crévera... sans gloire, comme le rat enfumé dans son trou, avec ses hochets serrés dans ses bras débiles, mais alors on peut poser une autre question : « Pourquoi depuis des millénaires est-il descendu de l'arbre ? »

Il faut lui dire à l'homme que le temps du bavardage noble dans les palais gouvernementaux comme ce/des parolotes dans les bistrotts est révolu. Ce qu'il faut changer, demanderez-vous aux anarchistes ? Tout ! Tout de suite ! D'un seul coup ! Parce que tout dépend de tout ! Et de ne pas laisser derrière soi une seule touche permettant de reconstituer le tableau de l'apocalypse.

Il faut changer l'économie, il faut changer les structures, il faut changer les mythes, il faut changer les buts, il faut changer...

Des hommes raisonnables à côté des anarchistes commencent à s'en rendre compte. Ils ont exprimé ce mouvement indispensable à la survie de l'humanité par une phrase simple et belle comme le sont toutes celles qui sont essentielles :

IL FAUT CHANGER LA VIE !

Maurice JOYEUX.

Informations internationales...

A nos lecteurs, à nos correspondants

En raison de la grève des postes, une grande partie de la rubrique internationale n'est pas parvenue à la rédaction pour le numéro de novembre. L'absence totale de courrier dans la période 17 octobre-3 décembre, en provenance d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas et de Suisse, n'a pas permis de rédiger la rubrique internationale du numéro de décembre. Le secrétariat aux relations internationales pense que tous les camarades l'en excuseront.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Le chômage. — Avec une balance commerciale nettement excédentaire et un taux d'inflation inférieur à celui de la France, la République fédérale s'accommode d'un chômage modéré qui — selon les déclarations du chancelier Schmidt — n'atteindra la cote d'alerte que s'il dépasse 4 %. Or, au début de septembre, les 4 % étaient dépassés dans un certain nombre de districts : Emden, Gelsenkirchen et Hamm (dans la Ruhr où la moyenne du chômage est de 3,3 %) ; Pirmasens ; Passau. Dans le Nord, le long de la côte occidentale orientale, en Hesse le chômage est compris entre 3 % et 4 %. Si la moyenne pour la République fédérale n'est que 2,3 %, c'est en raison du plein emploi en Bade-Wurtemberg, dans la région de Munich et dans celle de Nuremberg.

Selon l'Institut allemand de recherches économiques (Berlin-Ouest) le nombre des chômeurs atteint actuellement 700.000 dans toutes les branches d'industrie et on peut compter, pour la fin de l'année, sur 800.000 chômeurs : chaque jour, en effet, on apprend des faillites, des licenciements, ou l'extension du sous-emploi. En raison des stocks accumulés dans l'industrie automobile et de la vente, après Volkswagen, ce sont les usines Ford de Cologne qui ont décidé de mettre au chômage partiel pendant 10 jours, en novembre, 13.500 ouvriers ! L'office fédéral du travail, à Nuremberg, a dû faire appel à des réserves pour payer les indemnités de chômage : pour le premier semestre les sommes à verser ont dépassé le montant des cotisations de 1,6 milliard de D.M. et on peut penser qu'au début de 1975 ce déficit ne sera pas loin d'atteindre 4 milliards. Une nouvelle charge pour le budget fédéral qui doit faire face à une aide provisoire à l'agriculture de 950 millions de D.M. Le gouvernement arrivera-t-il à maintenir l'équilibre entre une inflation « modérée » et un chômage « modéré » ?

Région Rhin-Neckar. — Les groupes de Neuheussim et de Karlsruhe, qui travaillent de concert, avaient organisé au début d'octo-

bre une rencontre destinée à préparer la fondation des groupes libertaires du Rhin-Neckar.

Une tournée de réunions avec la participation du militant bien connu Augustin Souchy va avoir lieu à Karlsruhe, Bruchsal, Heidelberg et Spire. Des éditions de brochures, l'édition d'un bulletin d'information sont prévues. A Karlsruhe paraît un journal pour la jeunesse, fort bien présenté, et qui est l'œuvre de nos camarades. A Neuheussim les groupes ont diffusé des tracts exposant les idées libertaires, d'autres dénonçant le régime des prisons ou s'adressant aux femmes. A noter tout particulièrement des tracts s'élevant contre les manœuvres militaires qui ont eu lieu dans la région et qui ont coûté la vie à 11 soldats. Ces manœuvres ont mis en action 100.000 soldats, dont 20.000 de la Bundeswehr, 2.300 des U.S.A. et 110 déserteurs (1) français. Dans les tracts diffusés, nos camarades s'élevaient contre ces incitations à la guerre (qu'on prétendra toujours défensive) qui sévissent des deux côtés de la barrière, aussi bien en R.F.A. qu'en R.D.A.

Souignons enfin le gros effort de nos camarades pour assurer la vente de brochures, dont ils ont édité un catalogue particulièrement copieux. Tout cela... malgré les traverseries policières dont ils ont été victimes.

Régime policier, répression, agitation. — « La police de la R.F.A. pensait avoir réduit à l'impuissance l'organisation « Fraction de l'Armée Rouge » (R.A.F.), plus connue dans la presse allemande sous le nom de bande Baader-Meinhof. L'arrestation d'Andreas Baader et de Ulrike Mainhof et de plusieurs membres du groupe n'a pas mis un terme à l'action de la R.A.F. Le cas de Schmucker a suscité des émotions diverses : il s'agissait de l'exécutif par le « Kommando du 2 février » d'un membre de la R.A.F. accusé d'avoir trop parlé lors d'un interrogatoire de la police et condamné à mort par un « tribunal » de la R.A.F. Mais en septembre a débuté l'action de 40 prisonniers politiques — de la R.A.F. ou autres révolutionnaires — en prison préventive depuis des mois. Ils ont commencé le 13 septembre une grève de la faim qui se poursuit encore avec des péripéties diverses. Ils protestaient contre les conditions du régime pénitentiaire qui leur étaient appliquées et en particulier contre le système de l'isolation totale : isolation dans une aile de la prison où il n'y a pas d'autres détenus, visite des défenseurs et des parents (fouillés) une fois par semaine, censure des lettres, feuilles répétées des cellules, cellules spéciales avec chaleur, lumière et son monotone permanents. A la suite de cette grève de la faim, à la prison de Wittlich (Rhénanie-Palatinat), le jeune Holger Meins — en prison préventive depuis deux ans, est mort dans des conditions qui ont soulevé l'indignation. Assassiné par l'Etat : manque de soins de la part du médecin de la prison parti en vacances le 8 novembre sans se soucier de l'état de Meins ; impossibilité pour son défenseur d'assurer son transfert à l'hôpital, vu l'absence du juge responsable qui était, lui aussi, en vacances. Et le 9 novembre Meins mourait : taille 1 m 90, poids 39 kg !!!

Les obsèques de Meins, à Hambourg le 18 novembre, ont été marquées par une manifestation d'environ 3.000 personnes, dont une bonne moitié d'anarchistes. Des messages de solidarité avaient été envoyés par l'E.T.A., par l'I.R.A. et par le parti africain pour l'indépendance de la Guinée portugaise. Le K.D.P. (maoïste) essaya d'exploiter les obsèques pour accaparer — sans résultat — la manifestation. Un peu partout on eu lieu des manifestations de protestation plus ou moins marquées — comme à Heidelberg — par l'intervention de la police.

En représailles, le président de la Cour d'Appel de Berlin-Ouest, von Drenkmann était tué par un commando vraisemblablement de la R.A.F. et d'autres attentats se sont produits. Le 29 novembre, la cour d'assises de Berlin-Ouest condamnait Ulrike Meinhof à 8 ans de prison et l'avocat Horst Mahler à 14 ans : ils avaient en 1970 libéré, sous la menace de leurs armes, Andreas Baader alors en prison à Berlin-Ouest. Le procès de Baader, repris depuis, et des autres emprisonnés aura lieu dans quelques mois.

Monsieur Sartre a profité de la circonstance pour figurer au premier plan de l'actualité : il a demandé aux autorités allemandes de s'entretenir à la prison de Stammheim, près de Stuttgart, avec le détenu Baader pour s'enquérir des motivations, des espoirs et des activités de la R.A.F. (d'ailleurs bien connues par de multiples brochures). Cette intention a soulevé en Allemagne pas mal de polémiques, on s'en doute. Finalement Sartre a pu s'entretenir une heure avec Baader et tenir ensuite une conférence de presse.

Après l'exposé des faits une remarque s'impose et tous nos correspondants allemands sont unanimes sur ce point : la presse, à commencer par le torchon « Bild », la radio, la télévision assimilent délibérément la R.A.F. à une organisation anarchiste, alors qu'elles savent bien que la R.A.F. se réclame du marxisme-léninisme assaisonné de maoïsme et de guérilla. La guérilla urbaine — imitée des tupamaros — n'a rien à voir avec l'anarchisme. Mais par ce procédé de l'amalgame on défigure l'anarchisme qu'on dénonce aux « bons citoyens » comme un mélange de terrorisme, de banditisme et de criminalité de droit commun. Le gouvernement de la R.F.A. en profite pour organiser contre les anarchistes une nouvelle chasse aux sorcières, créer des sections nouvelles de police anti-terroriste, tandis que le C.D.U. réclame une limitation du droit de manifester et une plus grande sévérité dans la répression. Quand au N.P.D., il accuse le gouvernement de mollesse et d'être à plat ventre devant les révolutionnaires !! Plusieurs correspondants soulignent que la campagne d'excitation, soigneusement orchestrée, porte ses fruits et développe dans la population une mentalité hostile aux groupes anarchistes et capable d'aller jusqu'à des dénonciations. Un camarade de Hambourg insiste sur le fait qu'après la mort de Meins un fort courant d'indignation soulevait une partie de la social-démocratie et atteignait même certains milieux libéraux. Mais l'exécution de Von Drenkmann — cette escalade de violence — a amené une volte-face et a dressé les gens contre le « terrorisme » et contre l'anarchisme confondu avec l'action ter-

roriste. Il semble que la tactique de la guérilla urbaine et le cycle répression - représailles - répression aient causé plus de tort que de bien à la R.A.F... et par contre-coup aux groupes anarchistes. De plus, on a créé chez le citoyen moyen cette idée qu'il faudrait « assurer l'ordre » et c'est ce qu'attend l'honorable Strauss de la C.S.U., et bien des éléments d'extrême-droite insistent sur la nécessité d'un Etat fort. Ainsi se dessine l'image d'une Allemagne sinon fasciste — au sens hitlérien du mot — mais du moins prête à accepter un « régime fort », avec les conséquences que cela entraîne.

La position des anarchistes est difficile : ils n'appartiennent pas à la R.A.F. et l'anarchisme est étranger aux principes de la R.A.F. Mais c'est une tradition anarchiste de combattre la répression brutale de l'Etat policier, quelles que soient les victimes. Jamais les anarchistes n'ont été du côté des bourreaux ! Ils continueront donc à défendre les emprisonnés, ce qui ne signifie point l'acceptation de leurs méthodes de lutte, et ils ont en plus le difficile travail d'expliquer aux travailleurs ce qu'est vraiment cet anarchisme défiguré par ses adversaires.

Inutile de dire que la presse française — ignorance, sottise ou mauvais foi ! — ne cesse de qualifier d'anarchiste la R.A.F. Et même un journal que l'intelligence française prend au sérieux — je veux parler de l'honorable « Monde », successeur du non moins honorable « Temps » —, rendant compte de la condamnation de Meinhof-Mahler, parle du « Groupe anarchiste Baader-Meinhof ». Vu la haute valeur intellectuelle des plumeux du « Monde », on est bien obligé de parler de « mauvais fois » !

Après les élections de Bavière et de Hesse. — Comme prévu, les récentes élections aux Landtags de Bavière et de Hesse — comparées aux élections analogues de 1970, avec à peu près le même nombre de votants — enregistrent un recul du S.P.D. de 3 % dans les deux cas, une avance du C.S.U. (6 %) et du C.D.U. (7,5 %) en Bavière et Hesse. Le parti libéral se maintient en Bavière et recule en Hesse. Ainsi le C.S.U. de Strauss a 132 sièges en Bavière contre 64 au S.P.D. et 8 au F.D.P. En Hesse, la coalition gouvernementale S.P.D. et F.D.P. conserve la majorité absolue (49 + 8) contre le C.D.U. (53).

Il faut noter la déconfiture du D.K.P. (0,4 et 0,9 %), du K.P.D. maoïste (0,1 et 0,1 %) et du N.P.D. d'extrême droite (1,1 et 1 %). Malgré la crise et le sous-emploi, il y a désaffection d'une partie de l'électorat socialiste et un retour vers la démocratie chrétienne. C'est un signe à ne pas négliger.

Karlsruhe. — Nous recevons avec bien du retard le compte rendu de la participation du groupe anarchiste de Karlsruhe au congrès annuel du mouvement de la « Troisième voie » (31 juillet-11 août à Achberg près de Lindau). Le tra-

vail de nos camarades, seuls anarchistes présents, a été excellent et nous en donnerons le détail dans le M.L. de février.

HOLLANDE

Dans le Monde Libertaire d'octobre, notre camarade Bervoets nous parlait de l'agitation paysanne... Elle n'a pas eu de suites. Lorsque les membres du Marché commun ont décidé l'augmentation de 5 % des prix agricoles, les paysans se sont tus. L'Allemagne ayant menacé de se retirer du marché si le gouvernement hollandais n'augmentait pas le prix du gaz pour les horticulteurs utilisant des serres chauffées, la propagande gouvernementale a calmé l'opposition paysanne en insistant sur le fait que les décisions prises venaient de « plus haut ».

Elle a ainsi atteint un double but :

1°) répondre à l'opposition parlementaire de droite et d'extrême-droite qui voulait canaliser à son profit le mécontentement paysan ;

2°) décourager les actions de la base, d'ailleurs de plus en plus reprise en main par les cadres de ces organisations de la classe moyenne qui s'élevaient contre « le nivellement socialiste, les socialisations totalitaires » et veulent protéger « la libre entreprise ».

L'Etat envisage le doublement du prix du gaz, les profits étant utilisés dans l'intérêt national, tandis que l'opposition voudrait que ces impôts soient employés dans les entreprises pour alimenter la lutte contre le chômage. Il faut reconnaître que le gouvernement a réussi à freiner l'augmentation des prix, voulant faire des Pays-Bas « un pays tranquille et bon marché ». Cela ne semble pas pouvoir durer en raison de la pression des pays moins aisés ou concurrents. Il faut donner à manger aux pays sous-développés pour éviter qu'ils ne s'engagent dans une voie révolutionnaire (et surtout parce que le marché intérieur est sursaturé !).

Mais cela n'est guère profitable au capitalisme qui préfère orienter la production vers les armements.

Les Pays-Bas sont actuellement tranquilles, mais les pourparlers pour les conversions collectives seront durs. Les syndicats présentent des revendications réformistes telles qu'une sorte de participation ouvrière au profit des entreprises. Mais il y a des menaces de grève, et à ces revendications un peu vagues vont probablement succéder des revendications plus concrètes. A Eindhoven, les ouvriers espagnols ont déclenché une grève sauvage en raison de leurs conditions de vie. Attendez la suite...

(D'après une lettre de
Jan Bervoets.)

FRANCISCO FERRER : TOUJOURS D'ACTUALITÉ

En ces temps où la pédagogie libertaire semble intéresser beaucoup de monde, on laisse dormir l'œuvre de F. Ferrer sous la poussière. Sans doute est-elle trop d'actualité ou trop nette pour que les intellectuels y reposent leurs méninges. Mais les intellectuels, ça ne cherche pas la révolution universelle, n'est-ce pas, et Francisco Ferrer était autodidacte.

Avant tout, farouche anticlérical, il mettra toutes ses forces en œuvre pour combattre l'obscurantisme de l'instruction religieuse et de la politique monarchiste.

Révolté par la grande ignorance et l'infâme misère qui ravageaient l'Espagne, tout son idéal ne tendra plus que vers la fondation d'une école qui procurerait aux enfants une véritable instruction, les affranchissant de toutes les traditions du passé, préjugés de races et de classes, religion, militarisme et, d'autre part, apporter par les livres, et les

traductions des grandes œuvres scientifiques modernes, des travaux de vulgarisation, générale du travail.

« Les hommes étant raisonnables, le développement de l'esprit rationnaliste.

« Notre enseignement, disait-il, n'accepte ni les dogmes, ni les systèmes, ces moules qui réduisent la vitalité à la mesure des exigences d'une société qui vise à être définitive ; nous ne répandons que des solutions qui ont été démontrées par des faits, des théories ratifiées par la raison, et les vérités confirmées par des preuves certaines.

« L'objet de notre enseignement est que le cerveau de l'individu doit être instrument de sa volonté. Nous voulons que les vérités de la science brillent de leur propre éclat et illuminent chaque intelligence de sorte que mises en pratique, elles puissent donner le bonheur à l'humanité, sans exclusion pour personne par privilèges odieux. »

Avec son traité de l'Éducation Rationaliste, F. Ferrer réussit un formidable coup pédagogique, en ouvrant à travers toute l'Espagne, une cinquantaine d'écoles fonctionnant sur les bases qu'il avait préconisées, chacun suivant ses goûts et ses capacités.

Exilé en France avec tous les intellectuels et théoriciens libertaires de l'époque (Heaford, Maeterlink, Malat, S. Faure, Naquet, Robin, A. France, C.A. Laisant), Francisco Ferrer fonde la Ligue internationale pour l'éducation rationnelle de l'enfance, dont le dessein est « de faire pénétrer effectivement les idées de science, de liberté et de solidarité, de rechercher et d'encourager les méthodes les plus appropriées à la psychologie de l'enfant ».

Cette ligue édite une revue, porte-parole de l'enseignement rationaliste, mais qui laissera une très grande place au mouvement syndicaliste, avec la préoccupation d'unir la défense

de ceux qui enseignent avec l'idéal de leur enseignement.

La revue devient journal hebdomadaire et connaît un grand succès dont voici un extrait du premier numéro :

« A tout homme averti des choses de l'école, il apparaît très nettement que l'éducateur public ne pourra presque rien tant qu'il ne sera pas libéré de la triple contrainte administrative, politique et morale.

« Par là, nous rejoignons les camarades qui, groupés dans leurs syndicats luttent pour leur émancipation.

« Notre idéal est de grouper dès à présent ceux qui seraient à la fois les éducateurs les plus consciencieux et les fonctionnaires les moins dociles. Notre idéal est de former des hommes qui d'accord avec les producteurs enfin devenus maîtres de la production, devront organiser un jour de belles, de bonnes écoles libres. »

L'œuvre de Francisco Ferrer sera brisée, balayée en Espagne par le clergé.

La semaine sanglante de Barcelone en fut le prétexte. On accusa Ferrer d'en être l'instigateur.

On ne pouvait empêcher le réveil libertaire du peuple espagnol qui ne voulait pas partir à la guerre au Maroc.

Plutôt que d'essayer de soustraire quelques larmes aux sensibles en racontant, comme on aime souvent le faire pour des martyrs, les douloureux passages de la détention, des procès, de l'exécution.

Je citerai quelques phrases de ce militant qui mériterait un peu plus d'attention de la part des pédagogues qui voudraient mettre l'enseignement sur une nouvelle route, sans savoir très bien laquelle :

« Anarchistes, nous voulons détruire la propriété telle qu'elle existe, parce qu'elle est le produit de l'exploitation de l'homme par l'homme, du pri-

vilège octroyé par les gouvernants ou du droit du plus fort.

« Acrates, nous ne voulons pas qu'il existe des propriétaires de grandes étendues de terrain à côté de familles qui n'ont pas où reposer leurs corps, nous ne voulons pas d'héritiers de la fortune ni d'héritiers de la misère.

« Libertaires, nous ne voulons pas qu'il suffise d'un titre ou d'un testament pour passer sa vie sans travailler.

« Dans la société idéale anarchiste, l'éducation et l'instruction de l'enfance se feront de telle sorte que tous comprennent la nécessité du travail sans autres exceptions que les infirmités physiques.

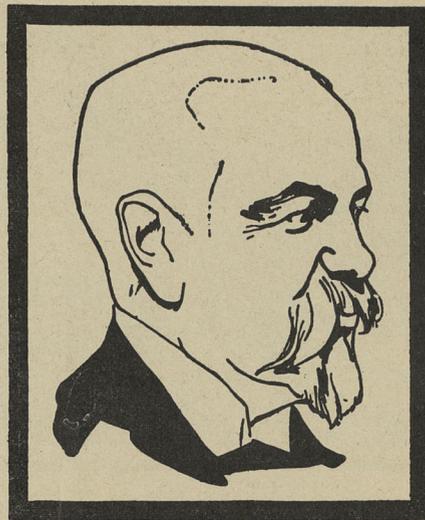
« Et comme il n'y aura plus le mauvais exemple actuel des uns qui travaillent et des autres qui se pavent, de ceux qui mangent et de ceux qui jeûnent, tout le monde contribuera à la production de la richesse commune dans la mesure de ses forces et tous mangeront selon leur appétit.

« Et il sera facile aux éducateurs d'inculquer aux enfants le goût de l'obligation, à l'inverse de ce qui arrive actuellement, ils travailleront sans grands efforts la manière d'être durant leur vie de propriétaire de ce qui les entoure et qu'ils aiment, sans que ce soit à la propriété puisse porter préjudice à personne, ni créer de suprématie d'aucune sorte. »

Certes, Francisco Ferrer était avant tout rationaliste, et libre penseur, mais n'en déplaise à beaucoup qui le rejettent, c'était un libertaire, un de ceux qui ont labouré et ensemencé la terre espagnole de la graine de la liberté.

« Précisément, la démenche de ceux qui ne comprennent pas l'anarchie provient de l'impuissance où ils sont de concevoir une société raisonnable. »

CARMEN.



BELGIQUE

Comme ailleurs, la situation économique se détériore : chômage, sous-emploi et grèves. On comptait au début de décembre 120.000 chômeurs, ce qui — pour une population de 10 millions d'habitants — correspond au chômage en France. A Saint-Ghislain, près de Mons, l'usine de briques réfractaires BELREF, entrain alors dans sa huitième semaine de grève. Chez BELREF, dont la majorité des actions est détenue par la Société Générale, le personnel est mal payé et les conditions de travail rappellent celles du 19^e siècle : à noter que la moitié de la main-d'œuvre est composée de femmes de 14 à 21 ans.

A signaler une mesure du gouvernement, fort habile car elle porte un coup dur à la presse révolutionnaire. L'affranchissement des périodiques passe en effet à 4 F belges (0,50 F français), tandis que les « grands » journaux — ceux du pouvoir ou de l'opposition — bénéficient du tarif préférentiel de 0,30 F. Ainsi une organisation hors du circuit capitaliste désirant expédier 500 exemplaires par mois devra dépenser 2.000 F.B. (240 F français) au lieu de 150 F.B. (18 F français). Soit des frais d'expédition multipliés par 13 !

ECHOS DU RIDEAU DE FER

Tu me demandes, cher ami, de t'informer sur les grèves et mouvements sociaux d'ici. Je le ferai volontiers s'il y en avait. Mais voilà, il n'y en a pas. Cette unique arme que possèdent les salariés, nous l'avons perdue, elle nous fut enlevée il y a un quart de siècle, quand le parti communiste a pris le pouvoir. Depuis, étant unique parmi dans le pays, il règne comme un monarque.

Quand les travailleurs sont mécontents, quand ils ne sont pas satisfaits de leur sort, et cela arrive très souvent je te l'assure, et si par mégarde ils veulent se servir de cette arme, qu'advient-il ? Les porte-parole sont très vite repérés et enlevés par les camarades policiers. Il y a tant de traîtres, d'espions, de mouchards ici, bien plus que sous l'ancien régime qui cependant était fasciste ! Les repérés, les enlevés par la

police sont passés à tabac pendant quelques jours et s'en tirent avec quelques semaines d'hôpital s'ils ne deviennent pas infirmes toute une vie. Et jamais ils ne le diront à personne. Les autorités peuvent de cette manière enlever un, dix et même cent contestataires sans que la population du pays en prenne connaissance. Car la presse entière, la radio et la télévision, les voies d'informations sont entre les mains du parti, je le répète de l'unique parti. Transmettre des nouvelles même de bouche à oreille est très dangereux.

Tout le monde doit être marxiste-léniniste, c'est l'idéologie officielle. Tout autre est interdite, elle n'est même pas tolérée. On commence à inculquer cette idéologie dans les cerveaux dès le plus jeune âge, sur les bancs de l'école primaire. Cela n'empêche cependant pas que la plus grande majorité de la population du pays pense tout à fait autrement. Aussi bien les vieux que les jeunes, surtout les jeunes.

Tant que les salariés vivent dans le capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat, ils doivent garder le droit de grève. Sans cela ils sont perdus.



Tous les comédiens du Grand Guignol nous l'ont dit à l'occasion du projet de loi sur l'avortement : la solution à ce problème doit être une diffusion des moyens contraceptifs afin d'éviter les drames quotidiens.

Dans la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, il est dit (Titre II, article 3, section 1) : « En aucun cas l'interruption de grossesse ne doit constituer un moyen de régulation des naissances. A cet effet, le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour développer l'information la plus large possible sur la régulation des naissances, notamment par la création généralisée dans les centres de protection maternelle et infantile de centres de planification ou d'éducation familiale et **PAR L'UTILISATION DE TOUS LES MOYENS D'INFORMATION** » (1).

Je vais donc me faire un plaisir et un devoir de vous parler d'un moyen de régulation des naissances qui, pour une fois, à ce sujet, va concerner les beaux mâles fiers de leurs attributs virils qui font (d'après de grands hommes comme Freud) pâlir de jalousie, voire traumatisent les petites filles qui seront plus tard nos compagnes.

UN PEU D'HISTOIRE

La vasectomie, préconisée dès 1890 par des urologues pour empêcher des infections ascendantes des voies génitales après une prostatectomie, n'a été utilisée pour limiter la procréation qu'à partir de 1914. Sa pratique ne s'est cependant vraiment répandue dans ce but qu'à partir de 1948 en Corée et au Japon, puis aux États-Unis et en Inde à partir de 1960 (on estime à 6 millions le nombre de vasectomies réalisées en Inde entre 1968 et 1972).

QU'EST-CE QUE LA VASECTOMIE ?

« La vasectomie, pratiquée sur des hommes en bonne santé physique et mentale, n'affecte pas de façon significative l'équilibre hormonal masculin, ni le désir sexuel, ni la capacité d'érection et d'éjaculation. L'opération consiste en la section ou le blocage des deux canaux déférents (les canaux qui transportent le sperme des testicules au pénis). Par une petite incision du scrotum, le chirurgien coupe, ligature, coagule ou pince

les canaux. On pratique habituellement une anesthésie locale. Après un bref repos (l'opération dure entre 10 et 20 minutes), le patient quitte l'hôpital ou le bloc opératoire mobile. » (2)

Donc :

1. Rasage du scrotum (l'enveloppe des testicules),
2. Piqûres anesthésiantes,
3. Section des canaux déférents et ligatures de ces canaux ou électrocoagulation, pose de pinces ou d'agrafes (technique variant selon les opérateurs),
4. Pose d'un pansement adhésif pour éviter la douleur que pourrait causer l'incision du scrotum pendant la marche du patient.

PRECAUTIONS A PRENDRE APRES UNE VASECTOMIE

La vasectomie n'offre une protection complète que lorsque que tout le sperme emmagasiné dans le système de reproduction est entièrement éjaculé (c'est une question de semaines ou de mois). Plusieurs examens du sperme, des spermogrammes doivent être pratiqués avant que le médecin ne donne le feu vert. En attendant la compagnie de l'opéré devra utiliser la méthode contraceptive que lui aura conseillé son ou sa gynécologue.

EFFICACITE

La vasectomie par rapport aux autres méthodes de contrôle des naissances a un taux d'échec bas (environ 0,15 %). Les échecs sont habituellement causés par un des facteurs suivants :

- Recanalisation des extrémités des canaux ;
- Rapports sexuels avant que l'appareil reproducteur soit vide de sperme ;
- Section d'un canal autre que le canal déférent ;
- Présence rare mais possible de plus d'un canal d'un côté.

AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE LA VASECTOMIE

Elle est efficace parce que c'est une opération pratiquée en une fois qui élimine le besoin d'acheter et d'utiliser de contraceptifs. Elle est sûre avec très

peu de morbidité et quasiment pas de mortalité, simple, nécessitant un minimum d'instructions pour la plupart des médecins, courte, durant 10 à 20 minutes, commode puisque ne nécessitant qu'une anesthésie locale.

Cependant elle comporte certains inconvénients : elle nécessite la chirurgie, il y a des risques de complications comme les hémorragies ou les infections, elle n'est pas applicable pour les hommes qui désirent avoir ensuite des enfants, car elle est dans la majeure partie des cas irréversible ; des problèmes psychologiques liés au comportement sexuel peuvent être aggravés par une opération concernant le système de reproduction, enfin, pour un homme qui confond la virilité avec la capacité de rendre une femme enceinte, la vasectomie offre peu d'attrait.

POSITION DES DIFFERENTES EGLISES

L'Eglise catholique interdit la pratique de la stérilisation en tant que méthode contraceptive. Dans l'encyclique « Humanae vitae » Paul VI condamne « la stérilisation directe, qu'elle soit perpétuelle ou temporaire tant chez l'homme que chez la femme » et d'une façon générale « toute action qui, soit en prévision de l'acte conjugal, soit dans son déroulement, soit dans le développement de ses conséquences naturelles, se proposerait comme but ou comme moyen de rendre impossible la procréation ».

La position de l'Islam a longtemps flotté, mais a priori aucun texte du Coran ne s'oppose aux pratiques contraceptives.

Chez les protestants et chez les Juifs, la stérilisation est parfaitement admise. Le directeur du « département des problèmes de population » au sein de « l'église méthodiste unie » à Chicago, le révérend Rodney Shaw, a lui-même eu recours à la vasectomie à l'âge de 37 ans après avoir eu trois enfants.

La stérilisation masculine ne semble pas non plus aller contre les enseignements de l'hindouisme ou du bouddhisme.

LA VASECTOMIE ET LA LOI

La loi est différente selon les Etats :

— Pays dans lesquels n'existe

LA VASECTOMIE : QU'EST-CE QUE C'EST ?

pas de loi répressive s'appliquant à la stérilisation et où elle est présumée autorisée (Inde, Pakistan, Corée du Sud, Iran, Porto-Rico) ;

— Législation autorisant la stérilisation volontaire de façon explicite avec des limitations plus ou moins larges (les Etats de Virginie et de Caroline du Nord, Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie, Danemark, Singapour, Japon, Finlande, Honduras, Suisse, Norvège, Panama, Suède, Thaïlande, Allemagne de l'Ouest) ; ces restrictions sont d'ordres divers :

1. l'âge,
2. temps de réflexion,
3. avis du ministère de la Santé,
4. nombre d'enfants ;

— La plupart des pays socialistes d'Europe centrale et orientale, alignés sur la législation soviétique prohibitive en cette matière ne retiennent pas la culpabilité du médecin ; la stérilisation ne constitue pas un acte criminel si elle a été effectuée avec le consentement de l'intéressé et ne représente pas un danger social. Mais le 7 février 1955 Khrouchtchev disait : « Celui qui fonde une famille est un bon citoyen. Notre pays deviendra d'autant plus fort que la population sera plus nombreuse. Les idéologues bourgeois ont adopté des théories d'anthropophages, parmi lesquelles la théorie du surpeuplement. Ils s'interrogent sur la façon de réduire la natalité, de diminuer l'accroissement de la population ; chez nous, camarades, le problème est tout autre. Si aux 200 millions que nous sommes, s'en ajoutent encore 200 millions ce serait peu ! »

En Chine communiste, la stérilisation pour des causes non médicales est autorisée mais déconseillée. Depuis l'avènement du communisme en 1949, on distingue quatre phases :

— De 1949 à 1953, maintien intégral de la doctrine marxiste : « Dans un pays socialiste, il ne peut y avoir de surpopulation. »

— De 1953 à 1958, évolution vers la prévention des naissances, consacrée par la loi du 7 mars 1957. Une baisse de 50 % de la natalité en dix ans était prévue ;

— En 1958 retour à l'orthodoxie marxiste ; depuis ce moment aucun résultat n'a été publié, aucun objectif non plus ;

— Un peu plus tard, sans qu'on puisse préciser la date, reprise discrète mais importante de la propagande en faveur de la prévention des naissances.

Il existe encore des pays où la stérilisation volontaire tombe sous le coup de la loi pénale (généralement assimilée à des coups et blessures volontaires). Ils sont très nombreux, par exemple : Belgique, Italie, Espagne, Grèce, Portugal, Autriche, Chili, Brésil, Costa Rica, Guatemala, etc.

ET LA FRANCE...

Le conseil national de l'Ordre des médecins a fait connaître sa position à plusieurs reprises : « La stérilisation préventive a but uniquement anticonceptionnel est rigoureusement interdite. » (3)

Il n'existe aucun texte législatif réglementant la stérilisation féminine ou masculine, mais la rare jurisprudence existante en la matière considère que cet acte tombe sous le coup des articles 309 et 310 du Code pénal punissant l'auteur de coups et blessures volontaires (4). Ce sont ces dispositions du Code qui furent appliquées dans le procès de Bordeaux contre nos camarades anarchistes en 1935.

Il serait temps que tous les hommes qui soutiennent la lutte des femmes contre la loi de 1920 et pour leur émancipation assument leurs responsabilités en prenant conscience qu'il est d'autres lois sclérotées et que la contraception, c'est aussi l'affaire des hommes.

Jean-Claude DEVINCK.

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) Extrait du « Population Report », décembre 1973.

(3) Session d'avril 1955 (Bulletin de l'Ordre, juin 1955, p. 119). Sessions d'avril 1964 (Bulletin de l'Ordre, juin 1964, p. 115).

(4) Article 309 du Code pénal : « Tout individu qui volontairement aura fait des blessures ou porté des coups, ou commis tout autre violence au vu de fait, s'il est résulté de ces sortes de violence une maladie ou une incapacité de travail de plus de 20 jours, sera puni d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende... Quand les violences ci-dessus exprimées auront été suivies de mutilation, amputation, ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, le coupable sera puni de réclusion... »



Les habits neufs du Président Mao

par Simon LEYS
Edition Champs Libre

Je ne connais pas l'auteur et j'ai lu ce livre avec un peu de retard me dit-on. De même, je n'ai eu aucune connaissance des pages que la critique littéraire lui a consacré, c'est dire que je le juge avec des yeux neufs et le premier propos qui me vient à l'esprit c'est d'en souligner l'incontestable importance.

Comme son sous-titre l'indique il s'agit d'une chronique de la Révolution culturelle dont l'auteur nous conte non seulement le déroulement, mais les trois phases qui l'ont précédée, et pour ceux qui, comme moi, s'en étaient tenus aux classiques du genre du livre de la Macciocchini à celui de Pierrefitte et aux articles parus ici delà cet ouvrage est une somme, moins par les jugements de l'auteur souvent ambigus que par l'enchaînement logique de faits que nous n'avions appréhendés que par des morceaux dont la concordance n'était pas évidente. Mais voyons ce que nous dit l'auteur ! Sa première phrase met le lecteur dans le « bain » si j'ose dire : « La Révolution culturelle n'eut de révolutionnaire que le nom et de culturel que le prétexte tactique initial. » Elle ne fut rien d'autre qu'une lutte entre des clans qui se disputaient le pouvoir et qui se servirent de la jeunesse comme d'un pion à pousser sur l'échiquier politique. Et dans ce domaine elle ne nous apporte aucun enseignement, car il s'agit d'une méthode employée en Occident depuis deux cent ans et qui consiste à se servir du peuple à des fins politiques. Mais par contre l'auteur nous retrace les avatars de Mao qui « perdit le pouvoir » en 1953 à la suite de l'échec de l'épisode des « Cent fleurs » tentative de libération politique, et du « Grand bon en avant », instauration des « Communes populaires » et qui pour le reconquérir n'hésita pas à travers la « Révolution culturelle » à briser le parti communiste chinois, puis après la liquidation des Gardes Rouges à le reconstruire sur de nouvelles bases favorables à sa politique. Tout au long de ces pages l'auteur nous fait revivre la lutte de Mao contre les intellectuels et les technocrates qui ont pris au sérieux le développement de l'industrie chinoise de façon à lui faire atteindre le rythme de celles des grandes puissances occidentales.

Naturellement ces luttes et ce mouvement des idées qui dépassent la Chine elle-même et qui s'inscrivent dans l'évolution de notre temps méritent une analyse sérieuse et la place me manque dans cette chronique, mais je le ferai autre part, car si jusqu'à ce jour nous avons été discrets sur un problème que nous connaissons mal, nous avons aujourd'hui suffisamment de documents pour ne plus nous contenter de « remplissage ».

Il suffit d'ailleurs d'ajouter que, contrairement à ce qu'on croit généralement on a beaucoup tué pendant ces périodes de la « Révolution Culturelle », que les camps de concentration ont porté des fruits plus évidents que l'opération des « Cents fleurs » pour que le lecteur comprenne tout l'intérêt d'un ouvrage qui fait paraître les fleurs de rhétoriques de Maria-Antoinette Macciocchini bien pâles et passablement fanées.

Révo. cul. dans la Chine pop.

Collection 10/18

Si je parle de ce livre c'est qu'il est le complément indispensable de celui que je viens d'évoquer plus haut. Il s'agit d'un recueil d'articles parus en 1967 et 1968 pendant la Révolution Culturelle et édités par les Gardes Rouges. On y retrouve des pièces importantes comme le discours de Mao, ceux de Lin Piao, de Jiang Qing, des proclamations, des reproductions d'affiches murales. Et l'ensemble de ces textes nous permet de mieux comprendre le déroulement des événements au cours des années 67-68. Le schéma est clair : appelé par Mao, sa femme et ses courtisans, la jeunesse se révolte, chasse dans les grandes villes les dignitaires du parti. Mais au moment où elle s'attaque aux militaires gouverneurs de provinces et véritables seigneurs de la guerre, la résistance s'organise autour de Chou-En-Lai et de la bureaucratie. Conduite par des organisations révolutionnaires du type du « Groupe 16

mai » dans lesquels les auteurs croient discerner des tendances anarchistes, la jeunesse devient dangereuse pour Mao lui-même. On assiste alors à un revirement de sa part, après avoir chassé ses adversaires, il va s'appuyer sur l'armée pour mater la jeunesse révolutionnaire et reconstruire le parti qu'il a détruit. Et alors les Gardes Rouges voient réapparaître dans les allées du pouvoir tous les hommes qu'un an auparavant on leur avait désignés comme des contre-révolutionnaires à éliminer sans faiblesse, le cycle est bouclé.

En ce sens malgré sa haine contre Staline c'est bien la méthode stalinienne qu'emploie Mao pour ressaisir le pouvoir « et pour éviter qu'après sa mort un Kroutchev chinois vienne à l'aide d'un rapport secret contester son œuvre ».

Entre les pages de ces documents un commentaire dû à quatre auteurs que je n'ai pas encore cités. D'une part leurs noms paraissent supposés et relèvent du folklore cher au gauchisme révolutionnaire, d'autre part des phrases entières apparaissent de la même moule que celle de Simon Leys ce qui laisse à penser une interpénétration entre les deux ouvrages.

Du reste ces commentaires sont d'une importance relative car les textes parlent d'eux-mêmes. Leurs auteurs sont difficiles à situer dans cette coulée gauchiste qui lorsqu'elle mûrit mêle étroitement l'exhibitionisme gauchiste de la jeunesse et la froide logique de la bureaucratie technocrate et malgré le masque de porcelaine dont ils se recouvrent le visage, leur condamnation du Mao des Communes Populaires accusé d'idéalisme, de spiritualisme, de volontarisme, et auquel ils reprochent une politique d'artiste, de poète, de visionnaire subjectif sent son marxisme crotté à toutes les étapes de la Sorbonne. Et il a fallu que je fasse un effort pour échapper à la sympathie que j'aurais pu éprouver pour la démarche de Mao tant ces personnages me rappellent ceux que nous avons trop connus dans ce pays et qui aujourd'hui confortablement installés dans les sinécures que leur concède la bourgeoisie à laquelle ils appartiennent, rient bien fort du bon tour et de la grand frousse qu'ils ont collée à leurs ancêtres au moment de leur folle jeunesse, en parcourant au galop le boulevard Saint-Michel.

L'économie des sociologues

par Jean BANCAL
Edition Presse Universitaire de France

Voici un nouvel ouvrage de Jean Bancal, le savant commentateur de Proudhon, que nous avons eu de nombreuses occasions de lire et d'entendre.

Dans son ouvrage l'auteur s'est penché sur une science charnière, la sociologie économique, « science charnière demeurée jusqu'ici en germe et aujourd'hui contrainte à naître » nous dit l'auteur. A naître bien sûr mais dans la liberté en faisant appel aux groupes humains concernés par les problèmes.

L'auteur divise son ouvrage en trois parties. La première est une étude des agents sociaux économiques qu'il définit ainsi : « Ils spécifient une situation, un comportement et des actes sociaux économiques et la caractéristique de ces actes est d'unir indissolublement, dans l'agent, grâce aux liens d'une rationalité efficiente, économicité et sociologicité. » C'est naturellement une partie riche qui étudie à fond le comportement des agents. La seconde partie non moins intéressante examine les structures socio-économiques et je ne peux résister à vous citer cette formule qui est la négation de tout animisme qu'il soit spirituel ou matérialiste même « historique » : « La motion courante du milieu extérieur et du milieu ambiant révèle tout d'abord que le milieu non seulement influence le phénomène mais est pratiquement très souvent en interpénétration avec celui-ci. » Ce qui tout naturellement crée un phénomène nouveau qui a ses propres lois. La troisième partie de l'ouvrage est un examen des systèmes. Enfin dans sa conclusion l'auteur use de la dialectique chère à Proudhon pour définir les dynamiques socio-économiques et pour ma part j'ai toujours fait des réserves sur ces théories d'absorption, de dépassement qui prétendent appliquer une logique sans faille à des mouvements au sein desquels l'imprévisible demeure.

Il n'est pas possible de résumer ce livre ici, mais peut-être le ferons nous autre part. Il suffit de dire que sa richesse nous permet de saisir des problèmes qui trop souvent nous échappent. C'est un ouvrage difficile et qui demande à être digéré et pour ma part j'y reviendrai pour mieux comprendre le mouvement de l'esprit qui guide Jean Bancal. De toute façon, c'est un livre que doivent posséder tous ceux qui s'intéressent à l'économie, à la sociologie et tout naturellement aux rapports des hommes avec leurs constructions fantastiques.

Portraits à feu

de Raymond MARQUES
Edition Plein Chant

Ceux d'entre vous qui suivent les contes que nous a donné Marques pour notre revue « La Rue », le retrouveront dans cet ouvrage avec plaisir. Marques est un écrivain de qualité et ses histoires solidement construites sont écrites dans un langage poétique où l'improvisation et la qualité de la phrase se mêlent avec bonheur. Je ne vous conterai pas ces morceaux que vous découvrirez avec ravissement j'en suis sûr lorsque vous vous serez procuré cet ouvrage. Mais je veux profiter de l'occasion que me donne Marques pour faire quelques réflexions sur l'édition. Le livre de Marques est édité par quelques amis et ça peut au premier abord paraître sympathique. Ne nous laissons pas prendre par une sentimentalité mal placée, Marques est un poète et un écrivain dont la qualité est certaine et comme Poulaillé dont je parlais le mois dernier et comme quelques autres il est obligé de se faire éditer à l'aide de moyens de fortune qui aussi sympathiques qu'ils soient empêchent l'auteur d'atteindre à la notoriété. Il y a là quelque chose de pourri dans le royaume des lettres. Autrefois l'éditeur était souvent un curieux, un découvreur, c'est aujourd'hui un homme d'affaires qui ne prend pas de risques.

Mais après tout quel risque ? L'édition vit d'une clientèle de snobards qui achète certes des livres et le fait vivre, mais restreint son champ, car la flopée de bouquins à la mode, couronnés par des personnages qui se renvoient l'ascenseur et qui prétendent à la vraie littérature sont le plus sûr barrage à une clientèle éventuelle qui préférerait Hugo au Nouveau Roman, Colette à Nathalie Sarraut et la langue au charabati. Et on se demande si le temps des Fayard, des Fallière et des autres éditeurs populaires revivra pour nous donner des maisons qui remplaceront les « écrivains » qui font trois petits tours et qui s'en vont, par une littérature robuste, claire, poétique qu'on pourra lire sans dictionnaire.

Voilà j'ai jeté ma gourme, mais que cela ne vous empêche pas de lire Marques et toute cette littérature où l'auteur ne se lance pas comme une marque de papier hygiénique.

collections populaires

Guillaume le batard conquérant de La Vareuse (L.P.). L'auteur à partir de rares documents d'époque, a reconstitué non pas seulement la conquête d'Angleterre, mais la vie des hommes de cette époque agitée. Naturellement à partir de la fameuse « Tapisserie de Bayeux » l'imagination de l'auteur a marché et la poésie a gagné ce que la vérité historique y a perdu, et c'est bien ainsi.

Robespierre, de Max Gallo (L.P.). Voici la meilleure biographie du Conventionnel. L'auteur ne s'est pas contenté de relater les faits, mais par l'étude de la manière de vivre et du milieu où Robespierre passa sa jeunesse, il a essayé de nous expliquer l'attitude de cet homme qui cachait sous les manifestations publiques de la « vertu » une âme tourmentée et tyrannique.

L'enfant à femmes d'André Couteaux (L.P.). Voici un petit livre malicieux qui se lit d'un seul mouvement. L'auteur a imaginé un affreux Jojo dégoûrdi qui se met en tête de marier son père, afin d'instaurer un peu de tranquillité dans le foyer.

Le Monde du Sexe d'Henry Miller (L.P.). Dans cet essai, Miller quitte le récit pour définir le sexe à travers sa philosophie particulière. Et c'est l'occasion de constater la pauvreté, la médiocrité de ce grand écrivain lorsqu'il abandonne la peinture de l'existence pour aborder une métaphysique dominée par un Dieu qui comme lui a l'esprit et le pied fourchus.

Sur les travailleurs immigrés (1)

Le mode de production capitaliste, dans sa vérité tautologique qui le mène à rechercher les conditions de sa survie, doit s'étendre sans cesse et mener de plus en plus une politique de plein emploi ; niant en cela le principe de ses conditions d'accumulation, c'est-à-dire l'usage d'une armée de réserve industrielle garant de bas salaires et de profits élevés.

Il a néanmoins surmonté (provisoirement) cette contradiction en faisant appel à une main-d'œuvre étrangère : l'immigration ouvrière (nous entendons par « travailleur immigré » toute personne travaillant et vivant dans un pays industriel avancé qui n'est pas le pays de sa naissance, et laissons de côté, dans le cadre de cette étude, le flux migratoire des régions autochtones « sous-développées » s'est substituée au réservoir de main-d'œuvre industrielle traditionnelle.

Loïn des théorisations mécanistes, il s'agit d'analyser ici brièvement le rôle économique et sociopolitique des travailleurs immigrés en France (on retrouve d'ailleurs les mêmes traits généraux dans tous les pays « d'accueil » qui ont connu un développement économique comparable). Dans la deuxième partie de cette étude (à paraître) nous examinerons leurs rapports avec le mouvement ouvrier et les problèmes qu'ils lui posent en tant que « manifestation concrète de l'exploitation du tiers monde » (1).

QUELQUES CHIFFRES A L'USAGE DES STATISTIENS DE LA SOCIALE

Au 1^{er} janvier 1972 (chiffres du ministère de l'Intérieur) on comptait : 3.608.452 étrangers (voir tableau ci-après) + 65.000 Africains + 120 à 150.000 originaires des D.O.M. - T.O.M. (2)

VENTILATION PAR NATIONALITE

ALGERIENS	754.462
PORTUGAIS	694.559
ESPAGNOLS	589.926
ITALIENS	588.739
MAROCAINS	194.296
TUNISIENS	106.846
POLONAIS	99.867
YUGOSLAVES	65.218

Contrairement à la conception bourgeoise qui tente de prouver le contraire, l'immigration n'est « pas un phénomène marginal... mais un phénomène qui est partie prenante des structures sociales actuelles... » (3). D'une part, parce qu'en représentant 10 % de la force de travail les travailleurs immigrés dépassent le cadre d'un simple groupe marginal et d'autre part parce que leurs rapports aux moyens de production ne sont pas fondamentalement différents de ceux des travailleurs français : comme eux ils n'ont aucun pouvoir sur leur vie, comme eux ils vendent (4) (ce qu'ils ne peuvent faire chez eux) leur force de travail pour subsister.

Ils constituent cependant la strate la plus basse du prolétariat : ils effectuent, pour les rémunérations les plus basses et dans les pires conditions, le travail semi-qualifié et non qualifié (5).

Pour des raisons historiques et sociales (le système capitaliste crée des besoins dont la satisfaction historique, et dépendante du cadre social, est ressentie de façon plus sensible par les travailleurs immigrés, qu'on ne s'y trompe pas : il s'agit là d'un phénomène social et non naturel) la valeur d'échange des travailleurs immigrés est moindre que celle des travailleurs français. Par contre pour un même métier, à une même qualification (notamment si une formation professionnelle préalable n'est pas néces-

saire) leur valeur d'usage est identique. Conséquence logique d'un système basé sur l'exploitation où la valeur d'échange a fini par diriger la valeur d'usage, il est plus rentable, pour les capitalistes, d'employer des travailleurs de moins en moins qualifiés et de développer par ailleurs l'emploi de nouvelles techniques (6).

D'autre part les travailleurs immigrés restent peu de temps en France. A ce titre ils n'occasionnent pas de dépenses de formation (ils arrivent à l'âge de production, donc pas avant l'âge de 20 ans), ni de dépenses de santé (entretien de la force de travail pour pouvoir perpétuer le vieil adage capitaliste qui dit : « Exploiter c'est bien, longtemps c'est mieux ! ») car ils restent rarement malades ou accidentés, ni de dépenses de retraites (ils partent avant l'âge de la retraite et la plupart d'entre eux ne savent même pas qu'ils ont la possibilité de la toucher, une fois revenu dans leur pays).

En fait cette volonté de marginaliser les travailleurs immigrés est l'expression du désir de la bourgeoisie de faire admettre l'exploitation. On considère les travailleurs immigrés plus comme des étrangers que comme des travailleurs (c'est, par exemple, tout le sens de cette vaste entreprise de rackett qu'est le Fonds d'Action Sociale et de son action paternaliste (7)).

par
Guy et Joseph
Bernet-Rollande

PATRONS DE LA POLITIQUE POLITIQUE DES PATRONS

« Le patronat et le gouvernement ont poursuivi de manière concertée, depuis la Libération, une politique d'immigration, qui a connu avec le temps une évolution importante... » (8).

L'emploi des travailleurs immigrés dans le procès de production capitaliste n'est pas en soi un phénomène nouveau. Il visait tout d'abord les besoins du pays en main-d'œuvre, tout en cherchant à contrebalancer les effets démographiques de la baisse du taux de natalité. Par la suite (nous l'avons déjà dit) c'est en tant que substitut à l'armée de réserve industrielle de type traditionnel qu'on a fait appel à l'immigration ouvrière : c'est l'assurance, pour les capitalistes, d'avoir sous la main un réservoir de main-d'œuvre docile, facilement déplaçable d'un secteur à l'autre et qu'on peut mettre au chômage en période de crise. Autre caractéristique, outre leur rapide extension depuis 1945, un grand nombre de travailleurs immigrés occupent des postes-clés dans l'industrie (on ne peut donc se passer d'eux ?)

L'immigration ouvrière remplit aussi un rôle sociopolitique : le maintien du clivage, par la bourgeoisie, entre travailleurs autochtones et travailleurs immigrés (politique de division visant à affaiblir l'unité de classe). C'est la manifestation visible (sous une autre forme) d'une politique qui a toujours visé essentiellement à couper la classe ouvrière en tranches (qualifiés / non-qualifiés / manuels / intellectuels...). Dans le cas de la séparation travailleurs français / travailleurs immigrés, cela s'exprime par l'exploitation du nationalisme et du racisme ; souvenons-nous de la grève des O.S. chez RENAULT, où les travailleurs immigrés n'étaient pas seulement en conflit avec la direction mais avec les travailleurs français, ou le dénigrement des « travaux de bougnouls » (sic) ! (nous

reviendrons plus longuement sur cet aspect sociopolitique de l'immigration ouvrière dans le second volet de cette étude).

Depuis 1972, des limitations importantes de l'immigration sont intervenues. Les choix dominants du Pouvoir et du Patronat ne sont pas clairs, et deux politiques coexistent et sont conduites simultanément.

D'une part, la politique (prétendument) libérale qui est celle des patronats atterrés et des petites et moyennes entreprises faisant appel à des masses d'O.S. (automobile). D'autre part, le grand patronat, qui a une plus grande conscience des risques de choc en retour sur la politique générale que provoquerait la poursuite de l'ancienne politique de l'immigration, prône désormais « l'organisation » de l'immigration (...) cette volonté politique va se traduire par les circulaires MARCELLIN-FONTANET (9).

« Il convient de substituer à l'immigration « subie » une politique d'immigration plus consciente et plus cohérente. » (10). C'est donc l'introduction d'un système de contrôle de l'emploi des travailleurs immigrés. Ceux-ci, pour entrer régulièrement en France, doivent passer par l'Office National de l'Immigration (O.N.I.) (il est désormais impossible de se faire régulariser si l'on n'a pas de papiers). De plus, un contrat d'un an lie le travailleur immigré à son employeur. Pourtant, « début juillet 1974, le gouvernement annonce l'arrêt de toute immigration, marquant ainsi son inquiétude face à la situation de l'emploi à la rentrée, mais aussi l'échec d'une circulaire qui n'a jamais pu totalement être appliquée » (11).

Enfin, le 9 octobre 1974, le Conseil des ministres adopte le programme de M. Paul DIJOU (secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Travail pour les travailleurs immigrés) qui est présenté comme un programme d'amélioration des conditions de vie des immigrés. On retrouve toute la série des mesures « humanitaires » destinées à impressionner l'opinion publique et les gouvernements des pays d'origine. En fait l'objectif du programme est d'ouvrir une fois la reprise en main de l'immigration par l'Etat.

Notes

1. Michel BONIN : « Les travailleurs immigrés » in LA RUE N° 7 (1^{er} trimestre 1970), p. 47.
2. In « Travailleurs immigrés dans la lutte de classes », par Françoise PINOT, éd. Cerf (1973).
3. Michel BONIN, op. cit., p. 47.
4. « Notre travail c'est notre raison d'être ici », Chérif ARBA (maçon à Marseille). Propos rapportés dans « Le Monde » du 17-12-1974.
5. Il faut ajouter à cela des conditions sociales difficiles : Hôtels surpeuplés, Bidonvilles dont ils représentent 99 % de la population (le pourcentage d'H.L.M. leur étant réservé est de 6,75 %. D'après J.-P. DUMONT, « Le Monde » du 15-9-1972)...
6. Pour plus de renseignements, voir les économistes patentés qui vous en apprendront plus : c'est leur boulot.
7. Le F.A.S. (créé en 1958) fait financer par les migrants (directement ou indirectement) les coûts liés à leur accueil.
8. Union Régionale Parisienne de la C.F.D.T. : « Le Racisme ».
9. Ibid.
10. Joseph FONTANET : « La politique de l'immigration, un élément important d'une politique active de l'emploi » in Usine Nouvelle (janvier 1972).
11. Larzac Informations (Spécial tiers monde), p. 5.